

FRANÇOIS D'ORCIVAL

*Le Nouveau Roman  
de l'Élysée*

TROIS SIÈCLES D'HISTOIRES DE FRANCE



éditions du

**ROCHER** / VLADIMIR FÉDOROVSKI

présente *Le roman des lieux et destins magiques*

François d'Orcival  
*de l'Institut*

# Le Nouveau Roman de l'Élysée

*Trois siècles d'histoires de France*

© Éditions du Rocher, 2012.

ISBN : 978-2-268-07482-5

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#)*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

\*

Au-delà des portes-fenêtres, le jardin ou plutôt le parc. Nul autre horizon que des arbres et des bosquets, la magnifique verrière du Grand Palais, et bien que l'on se trouve à trois minutes de la place de la Concorde et des Champs-Élysées, on n'entend quasiment pas les bruits de la ville... Au premier plan, la pelouse, des parterres de roses. Ce domaine conserve quelques perspectives de sa lointaine origine de jardin à la française, marqué par la suite par le goût anglais, pour devenir en définitive un jardin d'agrément entre les frondaisons du parc ; il existait, au centre, une petite pièce d'eau que le général de Gaulle décida de faire assécher dans les années soixante, pour éliminer les moustiques. François Mitterrand en regrettait sans doute la disparition puisqu'il fit construire, au fond du jardin, un bassin circulaire avec son jet d'eau et surtout, ses canards !

Sur la droite de ce parc de 2 hectares se tenait un marronnier rayonnant, majestueux, immense, dont on pensait qu'il datait de la marquise de Pompadour. Quelques mois après la violente tempête du mois de décembre 1999, il dut être abattu, au grand regret des Chirac, parce qu'il était dévoré par une maladie, l'armillaire, qui menaçait de le faire tomber. Outre ce marronnier, les deux plus vieux arbres datent de la duchesse de Bourbon. On y compte des platanes, des chênes, des érables, une rangée de tilleuls plantés par Valéry Giscard d'Estaing, des frênes et des hêtres du temps de François Mitterrand. La tempête de 1999 en a fait tomber neuf. Depuis, onze espèces différentes ont été plantées, un platane, un tilleul, un chêne, un érable, un pin japonais (une pensée pour Jacques Chirac), et des peupliers.

Au fond du parc se trouvent deux petits pavillons, dont la construction en pisé et en bois datait du XVIII<sup>e</sup> siècle, avant d'être complètement restaurés sous Louis Napoléon Bonaparte,

président de la République, pour y loger des sentinelles. Ils devaient servir pour différents usages, de ressers pour les jardiniers, mais surtout de logements pour les gardes qui veillent sur la sécurité extérieure du palais. Or les murs de ces petits bâtiments étaient rongés. Il fut décidé de les raser pour les reconstruire, avec l'accord et l'appui de Catherine Tasca, ministre de la Culture de Lionel Jospin. Leurs vitres sont blindées, ils disposent de chambres individuelles, et sont identiques à l'original.

Chaque année, ces jardins étaient labourés par une sorte d'orage, le jour de la *garden-party* du 14 Juillet, tradition du palais de l'Élysée, puisque la première eut lieu à la demande de la marquise de Pompadour ! La tradition fut entretenue par Napoléon III, puis par les présidents de la République. Quatre à cinq mille invités envahissaient les pelouses et la salle des fêtes, se précipitaient sur les buffets préparés par de grands traiteurs dans une vaste kermesse animée par les musiciens de la Garde. Les plus chanceux pouvaient y apercevoir, cerné par ses gardes du corps, le président de la République.

François Mitterrand et Jacques Chirac saisirent cette occasion pour donner un entretien à la télévision, lequel était organisé soit dans un salon soit dans un petit jardin attenant à la rue de l'Élysée, à l'abri de la foule. Nicolas Sarkozy a mis fin à cette coutume, d'abord à l'entretien télévisé, puis à la *garden-party* elle-même, trop coûteuse en ces temps d'austérité.

Les jardiniers forment un personnel très compétent, souvent originaire des Parcs et Jardins de la Ville de Paris ou du ministère de la Culture. Il existe, comme pour les arbres, beaucoup de variétés de fleurs et de plantes fleuries selon les saisons. On y voit au mois de juin des altéas mauves, des glycines couvertes de fleurs. C'est un grand paysagiste de jardins, Louis Bénech, qui a redessiné les jardins sous les

Chirac. Il a élargi les plates-bandes afin de pouvoir planter beaucoup de variétés différentes de rosiers, ainsi que des pelouses, ne laissant à l'allée gravillonnée que l'espace nécessaire pour la circulation des voitures qui viennent chercher les hôtes étrangers lors des dîners d'État.

\*

La visite se poursuit par le salon des Aides de camp, où l'on remarque, au sol, le souvenir de Napoléon I<sup>er</sup> et celui de Louis XVIII. Le tapis est en effet un fragment rescapé des Tuileries où il meublait la salle du trône. Il a conservé ses abeilles impériales, mais l'aigle figurant en médaillon a été remplacée par les fleurs de lys et le chiffre de Louis XVIII ; l'Histoire a ainsi réuni côte à côte l'empire et la monarchie restaurée... C'est entre deux boiseries de ce salon que se camouflaient des installations de transmission codées qui servirent jusqu'à l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing, quand le PC Jupiter n'existait pas encore<sup>6</sup>.

Et voici le salon Murat, grand salon de réception, spectaculaire par ses lustres, ses colonnes corinthiennes, ses pilastres à chapiteau... Nous sommes chez « son altesse impériale monseigneur le prince Joachim, grand duc de Clèves et de Berg », maréchal d'empire, beau-frère de l'empereur. À sa demande, Carle Vernet peignit deux toiles qui immortalisent ses faits d'armes, le passage du Tibre par la Grande Armée durant la campagne d'Italie, la vue du château de Benrath, proche du Rhin, en 1806, où il siégea au sommet de sa gloire. Entre les deux portes-fenêtres donnant sur le parc, une peinture rappelle la colonne de la Grande Armée et le souvenir de l'empereur.

Murat avait aussi commandé une console Empire d'une facture exceptionnelle, décorée par des panneaux de porcelaine

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Bien que fort endetté, celui-ci comprit qu'il avait tout à gagner à se faire apprécier à la cour en construisant un hôtel de prestige à Paris.

La chance veut que le chantier de l'hôtel fût lancé en 1718, quand la banque Law était au faîte de son rayonnement. Le comte d'Évreux en commanda les plans à l'architecte Armand-Claude Mollet, de l'Académie royale d'architecture, bientôt contrôleur général des bâtiments de Sa Majesté. On ne pouvait mieux choisir. Sur un terrain de quelque douze mille mètres carrés dans la grand-rue du Faubourg-Saint-Honoré, il traça les plans d'une demeure d'apparat donnant sur des jardins à la française, avec deux ailes de communs, les uns pour les cuisines, les autres pour les écuries. Le tout fut jugé par les contemporains d'un académisme parfait.

Le gros œuvre fut terminé en 1720 ; en janvier de cette année-là, John Law était parvenu au sommet de sa carrière, en étant nommé contrôleur général des finances du royaume, en quelque sorte ministre des Finances, avant de devoir partir, ruiné, au mois de novembre, sous les cris de colère de milliers d'épargnants escroqués. Mais l'hôtel d'Évreux, lui, était sauvé. Restait toutefois à achever le principal, c'est-à-dire les apparences, le décor, la finition des murs, les tentures, les lambris, les boiseries, même si ces « ornements, dorures et décorations » marquaient déjà la « magnificence en rapport avec le rang et la dignité » du propriétaire des lieux<sup>1</sup>. Restait aussi à le meubler et à l'habiller avec peintures et tapisseries. Évreux accrocha aux murs les portraits des gloires familiales, ceux des grands de son temps, de Jean Sobieski, roi de Pologne, de Charles XII, roi de Suède, du tsar Pierre le Grand, et puis il y ajouta les batailles du maréchal de Turenne au siècle précédent, et quelques souvenirs de guerre. Il accrocha également des toiles

représentant les *Fables* de La Fontaine ainsi que des tapisseries des Gobelins rappelant Vénus et l'Amour...

Le décor fut achevé en 1722. Les années folles de la Régence avaient pris fin. La chronique rapporte que le comte d'Évreux, qui avait conservé son hôtel familial place Vendôme, invita alors son épouse à découvrir le palais construit pour elle. Ce fut un moment de rêve, mais un moment seulement. Il y avait bien au rez-de-chaussée un somptueux appartement « considérable par son étendue » et susceptible d'accueillir « une princesse de sang royal », mais pas de chambres leur permettant d'y demeurer. Devant une telle déception, qui n'était que le témoignage manifeste d'un mariage raté, la jeune femme s'effondra en larmes ; le ménage se sépara peu après, Marie-Anne retournant, humiliée, vivre chez son père, son mari, resté seul, se fit aménager un appartement avec salle de bains de marbre blanc et baignoires de cuivre. Sa femme mourut en 1729, sans lui avoir donné d'enfant. Il lui survécut vingt-quatre ans dans cette maison. Personne, jamais, n'y demeurerait plus longtemps que lui.

Le comte d'Évreux s'éteignit le 20 janvier 1753. Son corps fut placé dans un cercueil de plomb. Les obsèques eurent lieu les jours suivants en l'église de la Madeleine de la Ville l'Évêque, paroisse de l'hôtel d'Évreux. Il avait donné les instructions nécessaires : le convoi quitta sa résidence de la rue du Faubourg-Saint-Honoré suivi par dix prêtres et cent figurants tout de noir vêtus, payés pour l'occasion 3 livres chacun. Comme il n'avait pas d'héritier direct, le petit-neveu fit dresser l'inventaire et mit l'hôtel en vente après une nouvelle expertise.

Quand la marquise de Pompadour vint le visiter, le 1<sup>er</sup> juillet suivant, le bâtiment se trouvait exactement dans l'état de sa construction. Mais trente ans avaient passé. Si l'entretien

laissait à désirer, le cadre n'avait pas changé. Ni la dimension des pièces, ni leur harmonie. L'ensemble conservait son élégance intacte. L'appartement du premier étage n'était pas terminé ? Belle affaire ! Elle l'achèverait. Elle avait déjà toutes les idées en tête d'une nouvelle distribution, ici les réceptions, là les salons et les chambres, ailleurs les cabinets. Elle savait tout le parti qu'elle pouvait en tirer.

– Monsieur, je l'achète, dit-elle, après en avoir fait le tour, et en attendant la signature, pour ne pas perdre de temps, je le loue !

Elle avait quitté Paris huit ans plus tôt, en pleine gloire.

\*

Née Jeanne-Antoinette Poisson, le 29 décembre 1721<sup>2</sup>, rue de Cléry à Paris, baptisée à l'église Saint-Eustache, elle suivit ses parents rue Réaumur puis rue Saint-Marc. Ses racines plongeaient dans ce quartier, le carré d'or de l'époque, où la bourgeoisie argentée avait trouvé ses marques. Ses parents n'étaient guère différents des Crozat : fortune récente, mélange de grand commerce et de finance ; tout ce monde se connaissait. On rencontrait chez eux fermiers généraux et créanciers du roi.

Edmond et Jules de Goncourt ont merveilleusement campé le portrait de cette bourgeoisie qui, de règne en règne, n'a cessé de grandir : « Qu'est la noblesse avec ses biens, les terres et l'épée, avec ses honneurs et ses privilèges, auprès de ce grand parti de la finance qui a le solide de la puissance, qui tient l'argent de la société et l'argent de l'État, qui marie ses filles aux plus grands noms et qui, dans le métier même de la noblesse à la guerre, commande aux plans des généraux ? Ce tiers état des fermes et des recettes est véritablement au cœur de la monarchie une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

française défaite à Rossbach, et la marquise dicte son testament...

Il est 6 heures du soir à Versailles, le 5 janvier, quand le roi quitte les appartements des gardes pour prendre la voiture qui doit le conduire à Trianon. Entouré par le dauphin, le duc de Richelieu et le duc d'Ayen, il est protégé par une haie de gardes du corps. Mais, de l'ombre, surgit un homme qui se jette sur lui et le frappe violemment. « Je suis blessé », dit le roi qui s'effondre. « Le roi est blessé ! » s'exclament les ministres. Puis, comme il perd beaucoup de sang, il souffle : « Je n'en reviendrai pas... » Un chirurgien se précipite, examine la blessure, rassure le roi et l'entourage : la blessure n'est pas profonde. « Elle l'est plus que vous ne croyez, réplique le roi, elle va jusqu'au cœur. » Le fanatique qui l'a poignardé, Damiens, n'est pas l'instrument d'un complot, mais il ressemble à un signe du destin : le roi ne sera plus le même homme. L'opinion publique est troublée.

La marquise, aussitôt informée, mais qui n'est pas autorisée à voir le roi, est au désespoir. Pour elle, c'est la fin. « Son appartement, raconte Mme du Hausset, était comme une église où tout le monde croyait avoir le droit d'entrer. On venait voir la mine qu'elle faisait – et madame ne faisait que pleurer et s'évanouir. Le docteur Quesnay ne la quittait pas... »

Le lendemain, le garde des Sceaux, Machault d'Arnouville, vient la voir, s'enferme avec elle une demi-heure. À sa sortie, sa femme de chambre la trouve une fois de plus en larmes.

– Cette fois, il faut que je m'en aille, dit-elle à Bernis.

« Je lui fis prendre de l'eau de fleur d'orange dans un gobelet d'argent, rapporte Mme du Hausset, ses dents claquaient. Ensuite, elle me dit d'appeler son écuyer ; il entra et elle lui donna tranquillement ses ordres :

– Faites tout préparer à mon hôtel de Paris. Dites à nos gens d'être prêts à partir, à mes cochers de ne pas s'écarter... »

Son amie Mme de Mirepoix, femme du gouverneur du Languedoc, entre à son tour :

– Qu'est-ce donc que toutes ces malles ? Vos gens me disent que vous partez ?

– Hélas, ma chère amie, le maître le veut, à ce que m'a dit M. de Machault...

– Mais qu'en pense-t-il lui-même ?

– Que je dois partir sans différer !

– Voulez-vous mon avis ? Il vous trahit, votre garde des Sceaux : celui qui quitte la partie la perd !

Mme de Pompadour se laisse convaincre par son frère : « On va faire comme si on partait, tout en ne partant pas. Quant au petit garde des Sceaux, il le paiera ! »

Ainsi l'hôtel de Paris a bien joué son rôle : il était prêt à servir de maison de secours, de refuge, si les choses avaient mal tourné. Certes, le traître Machault est renvoyé par le roi qui est revenu voir sa confidente, mais le limogeage du garde des Sceaux fait les affaires d'un autre ennemi, d'Argenson, qui se dresse à son tour. Cette fois, Mme de Pompadour veut une explication en face à face avec lui et la colère monte :

– Monsieur, dit-elle, il y a longtemps que je connaissais vos dispositions pour moi. J'ignore comment tout ceci finira, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il faudra que vous ou moi, nous nous en allions.

Ce sera lui. Le 31 janvier 1757, le roi signe une lettre de cachet qu'il fait porter à son ministre : « Monsieur d'Argenson, votre service ne m'étant plus nécessaire, je vous ordonne de me remettre la démission de votre charge de secrétaire d'État à la Guerre et de vos autres emplois et de vous retirer à votre terre des Ormes. »

Les deux adversaires écartés, l'autorité rendue au roi, Mme de Pompadour peut-elle enfin respirer ? Le second coup de

poignard lui vient de l'étranger. L'année précédente, en 1756, elle a beaucoup poussé au renversement des alliances, à abandonner les Prussiens de Frédéric pour rallier les Autrichiens de Marie-Thérèse. Cette année, les Prussiens se vengent, les voilà qui, avec les Anglais, rouvrent les hostilités. Les armées françaises pénètrent sur le champ de bataille en défaisant leurs ennemis. Mais les Prussiens se ressaisissent, poursuivent les Français et les battent sévèrement le 7 novembre 1757 à Rossbach. Le maréchal de Soubise, qui était à leur tête, perd dix mille hommes et tous ses officiers. Un désastre. On en fera une méchante chanson qui traversera les siècles : « Soubise dit, la lanterne à la main : j'ai beau chercher, où diable est mon armée ? » Mais Soubise a été nommé à la tête des armées sur l'insistance de la marquise, laquelle est accablée : « Il vaut mieux vous mêler des affaires de fermiers généraux, lui dit-on, que de généraux d'armées ! »

Déprimée et malade, elle rédige en secret son testament dix jours plus tard, le 17 novembre, faisant de Soubise son exécuteur testamentaire. Testament dans lequel elle écrit : « Je supplie le roi d'accepter le don que je lui fais de mon hôtel de Paris, étant susceptible de faire le palais d'un de ses petits-enfants... » Le 30 mars 1761, elle ajoute, en marge, de sa main : « Je désire que ce soit à Mgr le comte de Provence. »

Un à un, elle perd aussi ses amis : son fidèle Lazare Duvaux s'éteint au mois de novembre 1758, l'abbé de Bernis doit quitter ses fonctions et s'éloigner en devenant cardinal ; il reste le comte de Stainville, duc de Choiseul. Détail piquant, celui-ci a épousé en 1750 une demoiselle Crozat, comme le marquis de Gontaut lui-même, et comme, cinquante ans plus tôt, le comte d'Évreux qui avait pu bâtir l'Élysée grâce à la fortune de cette famille éclairée. Décidément, les Crozat savaient marier leurs filles !

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de lui, l'embrasse, le serre contre sa poitrine, passe le doigt sur le poignard :

– Voilà de quoi arrêter Murat, dit-elle, si jamais il frappe à la porte !

Puis on bascule du romantique au tragi-comique : Junot assiste, impassible, à une grande crise de dépit de Caroline :

– Vous ne vous attendiez pas à ce que j'aie le courage de vous voir cette nuit ! Vous êtes retourné à votre femme, cette imbécile toujours grosse d'un enfant ! Apprenez que je ne vous ai jamais aimé ! J'avais seulement besoin de vous ! Mais si Murat nous entendait (*elle crie*), je voudrais qu'il vous tue avant que vous ne fuyiez !

*Comediante, tragediante*, cris et fureurs... La maîtresse abandonnée finit par se rouler aux pieds de son amant dans un dernier accès de fièvre, amoureuse, tandis que Murat dort dans sa chambre au premier étage et n'entend rien.

Mais de qui tient-on ce récit ? De Junot, pas de Caroline. Des bobards sans doute mais si amusants, rapportés par la jeune Laurette dans son journal intime ; on imagine sans peine qu'elle cherche à déconsidérer sa rivale, à la faire passer pour une envieuse emportée par ses délires sentimentaux.

C'est finalement l'empereur chef de famille qui, une fois de plus, fait tomber le rideau sur ces intrigues de boulevard. Après avoir éloigné Junot, il demande à sa sœur de se calmer (même si l'on évoque une liaison entre elle et Metternich), de rentrer dans le rang et de faire oublier tout cela par une grande fête à l'Élysée. Ce sera à l'occasion du mariage de Jérôme, le plus jeune des frères Bonaparte.

Celui-ci vient en effet d'épouser, à vingt-deux ans, le 23 août 1807, dans la chapelle des Tuileries, Catherine de Wurtemberg, fille de Frédéric, grand électeur et futur roi de l'État dont elle porte le nom. Elle a les yeux bleus, les traits fins et la taille un

peu large. Mais il ne s'agit pas de cela : cette alliance politique est une alliance de prestige pour laquelle Jérôme a dû sacrifier son premier mariage avec une Américaine, Elizabeth Patterson, épousée quand il avait dix-neuf ans.

Le grand-duc et la grande-duchesse de Berg reçoivent donc, le dimanche 20 septembre 1807, chez eux, pour célébrer cette union ; les échos décriront une réception superbe. « Les salons et les vestibules où un peuple de laquais faisait la haie, étaient garnis d'arbustes et de fleurs venus de Malmaison et de Neuilly qui se reflétaient dans les glaces entourées de verdure et de mousse. L'orchestre était celui de l'Académie de musique dont les danseurs exécutèrent un ballet sur la pelouse. Un vaudeville de circonstance fut donné par Chazet. Le jardin était illuminé en lampions de couleur<sup>6</sup>... »

Les décorateurs du palais ont même imaginé de meubler le jardin avec un village miniature de Souabe où la jeune mariée peut reconnaître sa maison, ses vaches, sa biche, et lire cette légende imprimée avec ses armes : *Allmächtig ist die Liebe, zu dir, ô Vaterland*<sup>7</sup> ! Elle est émerveillée, comme le sont les ambassadeurs, les dignitaires de la cour et les généraux, conviés avec leurs épouses dans les tenues les plus élégantes ; on leur a préparé un service somptueux présenté sur vingt-cinq tables disposées dans les grands salons. Places assises pour les dames, buffet debout pour les messieurs. On a réuni là, selon les gazettes du lendemain, « tout ce que la France a de plus auguste, tout ce que les arts ont de plus magnifique »...

En quelques mois, les Murat ont transformé ce palais et lui ont rendu un éclat que des années de vicissitudes et de désordres lui avaient fait perdre.

À la mort de la marquise de Pompadour, le palais était devenu, selon les volontés de la favorite, propriété du roi. Mais

au terme d'une dizaine d'années, ne sachant qu'en faire, le trouvant trop coûteux à entretenir, le roi l'avait cédé, le 2 octobre 1773, à son banquier, Nicolas Beaujon, qui avait fait fortune dans le commerce des grains à Bordeaux avant de venir à Paris et d'y épouser la fille du valet de chambre du roi. Né en 1718, l'année même où le comte d'Évreux fit entreprendre la construction de cet hôtel, Beaujon avait donc cinquante-cinq ans quand il en devint propriétaire ; il appela son architecte, Étienne-Louis Boullée, et lui confia ce bâtiment qu'il venait de payer un million de livres.

L'architecte reprit le vestibule, déplaça des cloisons et les cuisines, créa des bibliothèques dans l'aile est qu'il prolongea par un boudoir, une salle à manger et une salle de billard dans le corps central et il réaménagea l'aile ouest ; surtout, il renforça l'éclairage avec des lustres et des candélabres, multiplia les glaces, refit les boiseries, fit venir des tapisseries et du mobilier de prix, car tout ce qui existait du temps de Mme de Pompadour avait été dispersé en vente publique par son frère, le marquis de Marigny. Mme Vigée-Lebrun, appelée à venir broser le portrait du nouveau propriétaire, fut éblouie et tentée, a-t-elle raconté, par la baignoire de sa salle de bains tant elle était somptueuse, avec sa mousseline à petits bouquets, doublée de rose.

Beaujon était plutôt laid, perclus de rhumatismes, affecté par des maladies de la circulation qui lui imposaient un triste régime alimentaire de légumes bouillis. Comme il avait beaucoup d'argent, il invitait souvent à sa table quelques femmes du monde, histoire de se faire raconter les potins de la ville ; en même temps, il accueillait dans ses appartements du premier étage deux jolies femmes avec leurs maris, Mme de Lys et Mme de Cangé, l'époux de la première étant auteur dramatique, l'autre fonctionnaire. Elles avaient si bien pris leur rôle à cœur

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

le 20 février 1808, il est nommé lieutenant de l'empereur en Espagne, avec ordre de départ immédiat. La tragique aventure espagnole commence. Il va commander la charge de cavalerie réprimant la révolte des Madrilènes, le terrible *Dos de Mayo* de Goya. Puis il quitte l'Espagne pour Naples, avec le titre de roi tant espéré qui lui est décerné par Napoléon le 15 juillet. Cette nomination le couvre d'honneurs, mais les contreparties sont moins glorieuses : il doit en effet abandonner ses propriétés de France, avec leur mobilier... L'Élysée revient à Napoléon.

Le 10 septembre 1808, le procès-verbal de la prise de possession du palais au nom de l'empereur est établi par l'inspecteur de la comptabilité du Mobilier et des Bâtiments de la couronne, en présence de l'architecte des Palais impériaux et du secrétaire de la princesse Caroline devenue reine de Naples et des Deux-Siciles.

Le matin du jeudi 27 octobre, Napoléon retourne dans cet Élysée que sa sœur a quitté pour le visiter de fond en comble. Il en fera, dit-il, sa « maison de santé ». En rentrant à midi aux Tuileries où l'attend une délégation parlementaire, il peut se dire qu'il a bien tourné la page des Bourbons.

[1](#)- Laure Junot, duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, tome 11, Paris, Ladvocat, 1831.

[2](#)- Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, tome 9, *op. cit.*

[3](#)- Jean Tulard, *Nouvelle Bibliographie critique des mémoires sur l'époque napoléonienne*, Genève, Droz, 1991.

[4](#) *Mémoires de la reine Hortense*, Paris, Plon, 1927.

[5](#)- Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, *op. cit.*

[6](#)- C. Leroux-Cesbron, *Le Palais de l'Élysée*, Paris, Perrin, 1925.

[7](#)- Tout puissant est mon amour, ô ma patrie !

[8](#)- Le Mémoire de Franz Anton Mesmer a été publié à Paris en 1779.

[9](#)- Claude Pasteur, *L'Élysée, des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 1995.

[10](#)- Le contrat de mariage, signé le 30 nivôse an VIII (20 janvier 1800), stipule qu'« il n'y a aucune communauté de biens entre les futurs époux qui, à cet effet, dérogent à toutes les lois et usages établissant la communauté ». (Bibliothèque Thiers, carton 57, pièce 151.)

[11](#)- Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, tome 8, *op. cit.*, 1831.

[12](#)- Steven Englund, *Napoléon*, Paris, Fallois, 2004.

[13](#)- Jean Tulard, *Murat*, Paris, Fayard, 1999.

[14](#)- Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, Flammarion, 1982.

[15](#)- Maurice Schumann, *Qui a tué le duc d'Enghien*, Paris, Perrin, 1983.

[16](#)- Anatole France.

[17](#)- Cité par Claude Pasteur, *L'Élysée*, *op. cit.*

[18](#)- Steven Englund, *Napoléon*, *op. cit.*

[19](#)- Livré en 1725, l'hôtel avait appartenu à la famille de Charost jusqu'à la Révolution ; il fut mis aux enchères en 1795. Devenu « palais Borghèse », vendu par Pauline en 1814, il devint l'ambassade de Grande-Bretagne.

[20](#)- Bibliothèque Thiers, archives Murat.

### 3

## *Élysée, 1814-1815*

### L'hôtel du tsar

Les Cosaques et les Tartares, les pillards et les barbares, sont entrés dans Paris aux premières heures du jour. Par dizaines de milliers, les Russes se sont engouffrés dans la ville en arrivant par Pantin. Ils descendent le faubourg Saint-Martin, débouchent sur les grands boulevards. Un mouvement formidable, une lourde cavalcade de chevaux au son des tambours et des trompettes, précédée par les monarques, des milliers d'officiers retenant un fleuve de fantassins en uniformes de toutes les couleurs qui se répand devant des maisons vides, des volets fermés, dans une ville terrifiée qui n'en croit pas ses yeux. Étrange jeudi matin, par ce temps magnifique.

À pied ou à cheval, ses hommes portent au bras gauche un large brassard blanc. Pas un ne sort des rangs. Et à mesure qu'ils avancent, ceux qui les regardent, de l'embrasure des portes et du coin des fenêtres, constatent qu'ils ne tirent pas, qu'ils ne pillent pas, qu'ils ne violent pas. L'empereur, le roi et le prince saluent, en souriant. Alors, peu à peu, la ville transie de peur et de crainte, peut-être honteuse d'avoir ainsi laissé passer l'ennemi sans résistance, sort de ses ruelles, de ses impasses, de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

plus qu'on ne pense communément<sup>13</sup>. » Louise de Prusse, la belle reine Louise, qui faisait toute l'admiration du tsar, dîna même chez Napoléon, le 6 juillet, en compagnie des deux autres souverains. L'empereur en parlait tous les jours, la disant « fort aimable », « réellement charmante », « pleine de coquetterie ». Mais derrière le spectacle et le faste, chaque camp était animé de méfiance et de dissimulation à l'égard de l'autre.

Les deux empereurs se revirent donc de nouveau, l'année suivante à Erfurt, à la fin du mois de septembre. Napoléon dira à Metternich : « On ne saurait avoir plus d'esprit que l'empereur Alexandre ; mais je trouve que, dans son caractère, il manque une pièce, mais je ne saurais deviner laquelle. » Alexandre est un sentimental, influençable. Talleyrand, que l'empereur avait envoyé à l'avance à Erfurt pour préparer la rencontre, devina la pièce qui manquait au caractère du tsar. Il multiplia les tête-à-tête et parvint à le convaincre du rôle qu'il pouvait jouer pour « la paix de l'Europe » en flattant son orgueil.

– Sire, lui dit-il, c'est à vous de sauver l'Europe et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas ; le souverain de la Russie est civilisé, son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français.

Six ans plus tard, dans le salon désert de leur entretien de Troyes, le 17 mars 1814, le baron de Vitrolles ne dit pas autre chose au tsar. Il lui répète les mots de Talleyrand. Mais entre-temps, l'irréparable a été commis ; Napoléon est entré en Russie. « Ce sera lui ou moi, Napoléon ou moi ! » s'est exclamé Alexandre.

Avant de s'engager à marcher sur Paris, il reste un point à soulever. Celui de l'autorité qui peut garantir que tout se passera dans l'ordre au moment de l'arrivée des alliés. Nesselrode pose

la question à l'envoyé spécial des comploteurs : qui exercera le pouvoir ? Fouché ou Talleyrand ?

– Talleyrand, répond Vitrolles, comme prévu.

Les dés roulent sur le tapis de l'Histoire.

Le 24 mars, tandis que Vitrolles rejoint le comte d'Artois à Nancy, les alliés, informés des intentions de Napoléon qui cherche à les couper de leurs arrières, décident de presser le pas. Le 28, ils sont à Meaux. Le même jour se réunit aux Tuileries un Conseil de régence extraordinaire. Les chances d'un retournement de la situation sont épuisées. Conformément aux ordres de l'empereur, son frère Joseph Bonaparte organise le départ : le gouvernement doit prendre sous sa garde Marie-Louise et le petit roi de Rome et se diriger vers Blois. Tandis que Savary brûle ses papiers, Talleyrand reçoit, comme les autres dignitaires du régime, consigne de partir. « Haute prévoyance, grande habileté », comme toujours, Talleyrand boucle ses malles, fait mine de quitter son hôtel, se fait interpeller à une porte de Paris, et comme ses papiers ne sont pas en règle, la Garde le fait rentrer chez lui. Bien joué, il reste.

Le mardi soir 29 mars, le tsar, le prince de Schwartzenberg et le roi Frédéric-Guillaume de Prusse s'arrêtent, sur la route de Meaux à Paris, au château de Bondy – un bâtiment de deux étages achevé au début du siècle précédent – où les deux souverains et le prince autrichien occupent les trois chambres du premier étage. C'est là que se déroulent le lendemain les négociations préparant la reddition de Paris, en présence des maréchaux Marmont et Mortier, tandis que, pour sauver l'honneur, la bataille se poursuit aux portes de la capitale. Le canon tonne. « Dans les palais ou sur les ruines, l'Europe couchera ce soir à Paris », prévient le tsar.

La nuit même, il est informé de la conclusion des pourparlers avec la délégation venue de la capitale : « Sire, voici la

capitulation de Paris... » « Je prends Paris sous ma protection », dit Alexandre, avant de franchir quelques heures plus tard la fameuse barrière de Pantin. Paris n'avait pas vu de troupes étrangères fouler son pavé depuis quatre siècles, depuis le roi Charles VII.

\*

Le tsar a nommé commandant de Paris un officier français de son état-major, le général comte de Rochechouart, né dans la capitale en 1788, un an avant la Révolution. Un Parisien qui connaît Paris. Il l'a placé sous l'autorité du gouverneur, le général baron de Sacken, qui distribue les consignes :

– Vous prenez le commandement des trois bataillons des gardes russes. Vous irez à l'Hôtel de Ville dont vous prenez possession au nom de l'empereur de Russie. Vous y laissez deux bataillons. Puis, avec le troisième, vous vous rendez au palais de l'Élysée, qui devra recevoir l'empereur Alexandre, sa suite et sa chancellerie. Vous vous entendrez ensuite avec le préfet de police et la municipalité pour préparer des logements, des rations de vivres et de fourrages, ainsi que des places dans les hôpitaux pour nos blessés et nos malades. Et vous me choisirez un logement convenable assez rapproché de l'Élysée et vous viendrez me l'indiquer. Allez : prudence et résolution<sup>14</sup>.

À la suite du stratagème de Talleyrand, comme on l'a vu, le tsar n'ira pas à l'Élysée, il y laisse son état-major, en attendant que la sécurité soit tout à fait assurée. Il est donc provisoirement installé rue Saint-Florentin. Alexandre convie à une conférence ceux avec qui il est arrivé le matin et ceux qu'il a trouvés sur place auprès de Talleyrand : le roi de Prusse, le prince de Schwartzenberg, le comte de Nesselrode, le général Pozzo di

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## 4

### *Élysée Napoléon, 1815*

### Les quatre jours de l'empereur

Neuf jours d'absence, trois jours de bataille, et le drame. Le mercredi 21 juin 1815, la cour d'honneur de l'Élysée paraît occupée par un camp militaire. Chevaux, voitures, soldats, caissons et faisceaux d'armes ; des hommes vont et viennent, les tenues couvertes de poussière et de boue séchée, on dirait des somnambules. À 8 heures du matin, un roulement d'attelages se fait entendre sur le pavé du faubourg Saint-Honoré : un convoi de berlines se dirige vers le palais. La première, de couleur brune, pénètre dans la cour, traverse le désordre et s'arrête devant le perron.

Caulaincourt, le fidèle, le dévoué, à qui Napoléon a intimé l'ordre de rester à Paris durant son absence pour être sûr d'avoir sur place un ministre de confiance, l'attend depuis un bon moment. Il a été prévenu de l'arrivée de l'empereur par Maret, duc de Bassano, qui l'a quitté la veille au relais de poste de Laon et l'a précédé à Paris, porteur de la terrible nouvelle. Joseph, lieutenant général de l'Empire, a lui-même reçu le même jour une lettre dans laquelle son frère l'empereur lui donne instruction de convoquer le Conseil des ministres pour ce

mercredi à 10 heures. Les uns et les autres viennent d'apprendre que le drame a pour nom « Waterloo ».

Le général Drouot, le gouverneur de l'île d'Elbe, ancien de Wagram et de la Moskova, est le premier à descendre de voiture. Quelques jours plus tôt, le dimanche 18 juin, il commandait encore la garde impériale à Waterloo. Il ouvre la porte à l'empereur. L'homme qui apparaît n'est plus que le spectre de Napoléon, il a le regard absent et le teint jaune. Un aigle dont les ailes seraient brisées et repliées sur la redingote grise de campagne. Caulaincourt s'élanche vers lui pour le prendre par le bras.

– Ah ! Caulaincourt... souffle l'empereur.

Le compagnon des jours de gloire et des jours de détresse l'entraîne jusqu'à son cabinet de travail, ce salon qu'il avait quitté aux premières heures du lundi 12 juin pour partir vers la bataille du Nord. Napoléon désigne la méridienne couverte de soie verte et s'affale, les traits tirés, le visage hagard, épuisé par cette nuit de route qui suivait trois nuits sans sommeil. Une crise de cystite et de méchantes douleurs à l'estomac ajoutent à la fatigue.

– Eh bien, Caulaincourt, voilà un grand événement ! Une bataille perdue ! La nation va-t-elle le supporter, les Chambres vont-elles me seconder ?

Le ministre des Affaires étrangères est accablé.

– Tout le matériel est perdu, poursuit l'empereur d'une voix essoufflée. C'est le pire. Et pourtant, l'affaire était gagnée. L'armée avait fait des prodiges. L'ennemi était battu sur tous les fronts. Il n'y a que les Anglais qui tenaient au centre. Et puis, à la fin du jour, l'armée a été prise de panique ! Pourquoi ? Inexplicable !

Quatre jours avant la bataille finale, il était pourtant si sûr de lui. « Je connais mon métier, confiait-il, je vais le faire... » Le

14 juin, il adressait une proclamation à ses soldats qui rappelait les temps glorieux : « C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et de Friedland, qui décida deux fois du destin de l'Europe, leur disait-il. Soldats, à Iéna, contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, vous étiez à un contre trois ; à Montmirail, un contre six ! Les insensés ! Avec de la constance, la victoire est à nous... Pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou de périr ! »

Entre deux quintes de toux, il s'exclame encore :

– Ney s'est conduit comme un fou ! Ils ont fait massacrer ma cavalerie au moment où j'en avais le plus besoin... Mais j'étouffe ! Qu'on me donne un bain ! J'ai besoin de deux heures de repos !

Tandis que l'on prépare son bain et un déjeuner, il tente de se reprendre :

– Que dit-on à Paris, Caulaincourt ? Et les Chambres ? Je vais les réunir, je vais leur parler... Tout n'est pas perdu ! Je leur peindrai les malheurs de l'armée ; je leur demanderai les moyens de sauver la patrie... Je trouverai des hommes et des fusils, tout peut se réparer...

Caulaincourt voudrait le croire. Napoléon se lève, sort de son bureau, traverse les antichambres, quitte ses vêtements pour entrer dans sa baignoire, dans cette salle de bains aménagée par Caroline et qu'il n'a pas touchée. L'eau très chaude le détend. On lui annonce Davout. « Qu'il entre ! » En voyant arriver son ministre, il lève les bras au ciel et puis, d'un mouvement brusque, les fait retomber dans l'eau, éclaboussant le visiteur :

– Eh bien ! Davout, eh bien !

Maréchal d'Empire à trente-quatre ans, Davout en a maintenant quarante-cinq, un an de moins que l'empereur qui avait fait de lui un commandant en chef de la garde impériale, un gouverneur du grand duché de Varsovie. Ils étaient ensemble à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Mais c'est Fouché qui écrit déjà sur un coin de table une note à l'un de ses hommes, et Napoléon s'interrompt en se tournant vers lui :

– Oui, écrivez donc à ces bonnes gens de se tenir tranquilles, ils vont être satisfaits !

Revenant à Lucien, il commence à lui dicter son acte d'abdication. Il est midi et demi. Dehors montent les clameurs de la foule : « Vive l'empereur ! » et aussi : « Abdication, trahison ! »

Lucien se redresse, regarde son frère, lui lance un regard de fureur, repousse la table. « Restez ! » lui commande Napoléon, agacé, ce n'est plus le moment des états d'âme, et il reprend sa dictée : « ... Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France... Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français... »

On copie aussitôt le texte en un deuxième exemplaire : Napoléon charge Carnot de le lire à la Chambre des pairs et Fouché de faire de même devant les députés. Une manière de montrer au ministre de la Police qu'il n'a jamais été dupe de ses manigances.

Ce n'est pas tout à fait fini. Il reste à sauver quelques apparences. On annonce bientôt dans la cour de l'Élysée l'arrivée de deux délégations de parlementaires. Les deux Chambres ont en effet désigné chacune une délégation avec mandat de se présenter devant le souverain déchu pour lui exprimer leur « reconnaissance » pour son « patriotisme ». En réalité, ces hommes viennent, sous le couvert de ces palinodies, constater que l'Aigle est bien à terre.

– Vous verserez bientôt des larmes de sang, leur dit Napoléon avant de les renvoyer d'où ils viennent et de s'enfermer dans ses appartements.

Dans les rues alentour, la foule continue de grossir et de gronder contre la « trahison ». Hortense passe sa journée à l'Élysée, auprès des uns et des autres. Elle se souviendra de ces moments intenses : « Un peuple entourait sans cesse le jardin, aussi avide de voir son souverain malheureux que d'autres étaient empressés de le fuir. Ses acclamations continuelles avaient quelque chose qui serrait le cœur. » C'est cette foule dont Fouché redoute la colère, parce qu'elle représente l'éventualité d'un mouvement séditieux qui va finalement précipiter le départ de l'empereur.

Comment pourrait-il rester à l'Élysée tandis qu'un gouvernement provisoire s'installe aux Tuileries ? Le vendredi 24 juin, Hortense prend son courage à deux mains, surprend Napoléon dans le salon d'Argent avec l'intention de donner des conseils « à celui qui n'en avait jamais reçu de personne ».

– Sire, mettez-vous en sûreté, lui dit-elle ; après avoir énuméré diverses hypothèses, le départ en Amérique, l'appel à la protection de l'Autriche, elle se hasarde à ajouter : L'empereur de Russie est le seul à qui vous puissiez vous fier. Ce fut votre ancien ami, il est loyal et généreux. Écrivez-lui, il y sera sensible.

L'empereur de Russie, Alexandre, toujours lui ! Napoléon ne répond plus, si ce n'est par un : « Et vous, qu'allez-vous faire ? »

Le samedi 24, le toujours courageux Fouché envoie Davout en mission à l'Élysée afin d'y convaincre Napoléon de s'éloigner de Paris. Son frère d'arme, son ministre de la Guerre, celui qu'il avait reçu dans son intimité, dans son bain, vient le voir pour une dernière humiliation.

– Vous entendez ces cris, Davout ! lui dit Napoléon en lui faisant écouter la foule des ouvriers des faubourgs. Eh bien, si je

voulais me mettre à la tête de ce peuple, j'en aurais bientôt fini avec tous ces gens qui n'ont de courage contre moi qu'une fois qu'ils m'ont vu sans défense !

Les deux hommes se quittent sur un terrible : « Allez, Davout... »

Napoléon sait bien que c'est fini. Il prend la main d'Hortense : « La Malmaison vous appartient ; j'aimerais y aller et vous me feriez plaisir d'y rester avec moi. Je partirai demain de l'Élysée. Je ne désire pas occuper l'appartement de l'impératrice. »

Dernière nuit à l'Élysée. Toute la maison prépare ses malles. Pour s'assurer sur place des préparatifs du départ, Fouché appelle un homme aussi solide que Davout, Carnot. Celui-ci vient voir Napoléon le dimanche matin, 25 juin, et le trouve « occupé à brûler les lettres, mémoires et pétitions qui pouvaient compromettre leurs auteurs<sup>4</sup> ». « Il reçut Carnot avec amitié et, sans discuter, sans récriminer, il l'assura qu'il partirait le jour même... » Carnot lui suggère d'éviter les Anglais et d'aller en Amérique.

L'heure du départ est fixée à midi. La foule n'a pas diminué. Elle se masse, au contraire, rue du Faubourg-Saint-Honoré, pour saluer son empereur : « Ne nous abandonnez pas ! » Napoléon a fait préparer sa voiture officielle à six chevaux ; elle va sortir par la grande porte, avec ses aides de camp et son escorte, sous une grande clameur. Mais lui-même n'y est pas. Il a redouté l'émotion. Il choisit de passer par le salon d'Argent et de traverser le jardin afin de rejoindre la berline du général Bertrand. Il s'échappe dans l'anonymat. Une heure plus tard, il est à la Malmaison.

Là, ce n'est pas seulement Hortense qui l'accueille, mais ses souvenirs qui l'assaillent et lui serrent la gorge. Les meubles et les étoffes, les parfums et les roses, Joséphine est partout.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

bouche, rien n'est joli ; tout est charmant. » La comtesse de Boigne sera plus diserte : « Sa taille, quoique petite, était agréable ; ses bras, ses mains, son cou, ses épaules d'une blancheur éclatante et d'une forme gracieuse ; son teint beau et sa tête ornée d'une forêt de cheveux blond cendré admirables. Tout cela était porté par les deux plus petits pieds qu'on pût voir. Lorsqu'elle s'amusait et que sa physionomie s'animait, le défaut de ses yeux [un léger strabisme] était peu sensible ; je l'aurais à peine remarqué si je n'en avais été prévenue<sup>4</sup>. »

Le mariage doit être célébré le lundi 17 juin, lendemain de la Fête-Dieu, à Notre-Dame-de-Paris. La cathédrale a été décorée avec un faste qu'elle n'a plus connu depuis le sacre de Napoléon. Le chœur, drapé de violet et garni d'oriflammes, est éclairé par une multitude de lumières, de girandoles, de guirlandes de fleurs, de lustres de cristal. La cérémonie débute à 11 heures et demie par la lente procession des invités du roi. Arrivent en premier dans la nef les magistrats de la Cour de cassation et ceux de la Cour des comptes ; suivent les douze maires de Paris, les pairs, les ducs, les maréchaux, et le reste de la cour.

À midi et demi, le tambour bat *Aux champs* et le public, à l'extérieur comme à l'intérieur de la cathédrale, ovationne le roi, marchant sous un dais, en uniforme brodé d'or, précédé par son frère, « Monsieur », son neveu, le duc d'Angoulême en tenue de grand amiral, le prince de Condé, dans celle de colonel général de l'infanterie française, et le duc de Berry en habit de drap d'or avec manteau. Toute la vieille monarchie défile sous les voûtes de l'antique cathédrale.

Voici que se présente enfin la jeune et gracieuse princesse que le duc de Berry conduit à l'autel ; elle porte les bijoux de la couronne sur une robe de satin blanc recouverte de tulle d'argent. Elle paraît très intimidée et ivre de bonheur. La foule

admire. Le mariage proprement dit peut commencer : le duc de Berry demande leur consentement au roi et à son propre père ; Marie-Caroline fait de même, s'adresse au roi et au père de son mari. Puis chacun reprend sa place. On chante la messe en musique, on signe les registres et le cortège se reforme. « Jamais cérémonie plus pompeuse n'a été célébrée dans un plus bel ordre<sup>5</sup> », écrit le journal du lendemain. Vingt-deux voitures à huit chevaux précèdent celle du roi, douze autres la suivent. On regagne les Tuileries. Toujours la foule, de tous côtés.

La duchesse ne retourne pas au pavillon de Marsan ; on l'emmène faire la découverte de cet Élysée que le roi lui destine. La duchesse de Bourbon, la vieille Bathilde, mère du duc d'Enghien, qui n'y est pas revenue depuis dix-neuf ans, a décidé de l'accompagner, curieuse de voir comment les lieux ont été rénovés. Se joignent à elles la duchesse d'Angoulême, ainsi que la duchesse de Reggio, épouse du maréchal Oudinot, elle aussi passée des fastes de l'Empire à ceux de la monarchie ; elle sera la dame de compagnie de la jeune duchesse, laquelle en a grand besoin ; on a déjà remarqué qu'elle ignorait tout du savoir-vivre à la cour.

Au premier étage du palais, la chambre refaite de la duchesse de Berry est à dominante bleu tendre, les tentures comportant des bordures bleues à liseré blanc. Mais, en ce jour de mariage, ce n'est pas cette chambre-là qui retient l'attention de la mariée et de sa suite, c'est la « chambre de parade » du rez-de-chaussée qui fut occupée par la marquise de Pompadour, la grande pièce avec ses quatre colonnes en hémicycle, ouverte au rez-de-chaussée sur la terrasse et le jardin. L'ensemble a été renouvelé avec le plus grand soin : le blanc domine, celui des rideaux des fenêtres et du décor de l'alcôve, à côté du damas bleu et jaune des autres étoffes. « Chambre de parade », elle n'a jamais mieux

porté son nom : c'est là, le soir même, que se déroulera la cérémonie nuptiale.

Ce n'est pas encore l'heure. Le soleil n'est pas couché quand est servi le banquet royal offert par le roi au théâtre des Tuileries – dans une symphonie de lumières et de musique. La table est à elle seule un spectacle : service de vermeil, plateaux ornés de bouquets immenses et de toutes sortes de compositions florales, pièces en argent massif, allée de candélabres... Le roi s'assied à 21 heures ; le protocole place son frère à sa droite, suivi par le duc d'Angoulême, la mariée et la duchesse de Bourbon ; à sa gauche s'assoient la duchesse d'Angoulême, le marié, et la duchesse d'Orléans. Les invités du roi se tiennent autour de la table. Le service dure une heure. À 22 heures, Louis XVIII se lève et, malgré ses pauvres jambes qui le tiennent si douloureusement, il salue les invités et se retire dans ses appartements en entraînant sa famille. Et puis ? Quand va-t-il réapparaître ? Il ne se fait pas attendre. Une demi-heure tout au plus : il demande sa calèche et décide, tandis que l'on danse aux Tuileries, qu'il est temps d'accompagner les époux chez eux, à l'Élysée. Il reviendra par les Champs-Élysées pour y admirer Paris et ses illuminations.

Le duc et la duchesse de Berry n'ont eu que le temps de précéder le roi à l'Élysée. Le personnel s'est préparé. Le palais aussi est éclairé de mille lumières. Le roi, les altesses royales et les princes se présentent à la nuit tombée ; les lieux frissonnent non de fraîcheur mais d'allégresse. Bourbons et Orléans se dirigent ensemble vers les grands salons. Le duc et la duchesse, héros du jour, servis par ses valets pour l'un, ses femmes de chambre pour l'autre, se défont de leurs habits de cérémonie pour revêtir leurs chemises de dentelle.

L'alcôve de la chambre nuptiale a été décorée avec les armes de la couronne et divers panaches. Le lit brodé a été ouvert, les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

du 11 septembre 1830 confirmerait l'exil des Bonaparte. « Affligée et étonnée au dernier point », Hortense fut frappée au cœur. La déception était à la dimension de l'espérance. Décidément, les Orléans ne valaient pas mieux que les Bourbons.

Hortense quitte la Suisse pour Rome où il n'est question que de soulèvement contre les Autrichiens qui occupent la Péninsule. « Chimère que tout cela ! » dit-elle. À la fin de l'hiver 1831, pourtant, Louis Napoléon et son frère aîné Napoléon Louis se rangent du côté des insurgés en Toscane en leur apportant la caution de leur nom. Peine perdue, les Autrichiens écrasent la rébellion et recherchent ces Bonaparte honnis, menaçant de les fusiller. Mais Napoléon Louis meurt d'une violente rougeole le 17 mars 1831. Arrivée après sa mort, Hortense se lance alors à la poursuite de son dernier fils, le rejoint, échappe aux Autrichiens, se procure un passeport au nom d'une dame anglaise partant pour Londres en traversant la France. Hortense entre effectivement en France avec son fils, décide de faire un détour par Fontainebleau pour montrer à Louis Napoléon cette chapelle où il a été baptisé le 4 novembre 1810 ; elle revient discrètement avec lui à Paris et ne peut s'empêcher de passer par la Malmaison, seize ans après... Elle achèvera son périple en retournant à Arenenberg, la propriété qu'elle a acquise en Suisse.

L'année suivante meurt l'Aiglon, le duc de Reichstadt, fils de Napoléon et de Marie-Louise ; Louis Napoléon se sent investi par le destin d'une charge nouvelle. L'héritier impérial, désormais, c'est lui. Chateaubriand le lui écrit dans une lettre : « Si Dieu, dans ses impénétrables conseils, avait rejeté la race de saint Louis, si les mœurs de notre patrie ne lui rendaient pas l'état républicain possible, il n'y a pas de nom qui aille mieux à la gloire de la France que le vôtre... »

Le 30 octobre 1836, coiffé du bicorne légendaire, le drapeau d'Austerlitz à bout de bras, Louis Napoléon croit son heure arrivée : il a vingt-huit ans, il veut soulever les garnisons de Strasbourg et marcher sur Paris, comme son oncle avait débarqué à Golfe-Juan pour reprendre les Tuileries. Mais l'affaire, bien commencée, se termine par un piteux échec qui ne lui apportera rien, si ce n'est la fidélité d'un ancien maréchal des logis du 4<sup>e</sup> régiment de hussards, rayé des cadres de l'armée pour complot républicain, Victor Fialin, dit Persigny. Un comploteur dans l'âme, du même âge que lui, avec qui il a préparé cette péripétie de Strasbourg et dont il fait son secrétaire aide de camp.

Pendant ces mêmes années, Morny a « appris le monde », comme il dit, en ayant été assidu « à l'école de natation, d'équitation, de la femme, de la fille » ; après avoir passé un examen à l'École polytechnique, il a été admis à l'École d'état-major, puis affecté au 1<sup>er</sup> régiment de lanciers, où il s'est fait des camarades, avant de partir se battre en Afrique, et notamment en Algérie. Sa conduite a été remarquée à Constantine, ce qui lui a valu la Légion d'honneur.

De son côté, après ses déboires strasbourgeois, Louis Napoléon s'est embarqué pour New York, laissant Persigny à Londres, où celui-ci rêve de nouveaux complots et d'un puissant parti bonapartiste. Mais Louis Napoléon apprend à New York que sa mère est au plus mal. Vive blessure. Il embarque sur le premier navire pour l'Europe et parvient au mois d'août 1837 à Arenenberg, où il comprend qu'elle est atteinte d'un cancer irrémédiable.

Hortense lui a laissé une ultime lettre qu'il portera sur lui toute sa vie, dans un petit portefeuille de cuir jaune : « Cela sera une consolation pour toi de penser que, par tes soins, tu as

rendu ta mère heureuse autant qu'elle pouvait l'être. Pense qu'on a toujours un œil clairvoyant et bienveillant sur ce qu'on laisse ici-bas ; mais bien sûr on se retrouve. Crois à cette douce idée ; elle est trop nécessaire pour ne pas être vraie. Je te presse sur mon cœur, mon cher ami, je suis bien calme, bien résignée, et j'espère encore que nous nous reverrons dans ce monde-ci. »

Le 5 octobre 1837, au petit matin, Hortense rend l'âme dans les bras de son fils. On la porte en terre, le 11, entourée par une foule considérable, tandis que l'on interprète pour elle le Requiem de Mozart. Son souhait a toujours été de reposer en France, auprès de sa mère, Joséphine, à Rueil-Malmaison. Quand la famille recevra de Louis-Philippe cette autorisation, c'est l'homme de sa vie, le comte de Flahaut, qui assistera, le 8 janvier 1838, perdu dans la foule, à la cérémonie de transfert de la sépulture, accompagné par son fils, Auguste [de Morny], l'enfant de l'amour. Ainsi, tour à tour, les deux fils auront pu prier sur la dépouille de leur mère.

Hortense est morte à l'automne de ses cinquante-quatre ans. À Louis Napoléon, elle laisse sa fortune ; aux deux demi-frères elle confie, parmi d'autres souvenirs, cette romance qu'elle chantait aux beaux jours, et aux moins beaux, en s'accompagnant au piano : « Oui, vous plairez et vous vaincrez sans cesse, Mars et l'Amour suivent tous vos pas ; de ces succès, gardez la douce ivresse, soyez heureux, mais ne m'oubliez pas... » Ils ne l'oublieront pas, gardant pour eux la plus jolie des devises, la plus belle des lignes de vie : plaire et se battre.

\*

Trois ans plus tard, le 6 août 1840, le prince revient sur les côtes françaises pour y prendre la tête d'un débarquement, à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Et que répond Louis Napoléon ? Tocqueville est perplexe. « Rien de plus difficile que de plonger dans cet esprit à travers la surface immobile de son visage, note-t-il dans son rapport, on ne peut jamais rapporter d'une conversation avec lui que des impressions. » Alors ? Son impression est « qu'il a à peu près renoncé à arriver à son but par l'Assemblée », qu'il est loin « d'avoir renoncé à faire un coup d'État à lui seul », mais qu'il préférerait un « coup d'État populaire », celui de sa réélection. Quoi qu'il en soit, il est bien décidé à briser la loi du 31 mai – la réforme du code électoral –, mais ne veut le faire qu'au dernier moment « comme une espèce d'appel au peuple et comme un coup porté à l'Assemblée ».

Tels sont les ressorts de l'action. Louis Napoléon laisse à l'Assemblée une dernière chance de cohabiter avec lui ; il lui soumet un projet de réforme de la Constitution qui puisse permettre sa réélection en 1852, contrairement au texte de 1848 qui ne le prévoit pas. Les députés se séparent au mois de juillet 1851 en ayant rejeté ce projet. Ils n'ont pas compris qu'ils venaient de commettre l'irréparable ; les dés roulent sur le tapis. Cet été-là, dans les jardins de l'Élysée, le prince rumine déjà avec son demi-frère la perspective du coup d'État...

– Ah enfin ! répète Morny, enchanté. Mais comment allez-vous faire ?

– J'ai bien tâté les hommes depuis que je suis ici, mon pauvre Morny, il n'y a pas grand-chose à faire avec ce monde-là...

– Vous ne m'étonnez pas. En tout cas, si vous ne trouvez personne, vous pourrez compter sur moi.

– Il n'y a personne en qui j'ai plus confiance que vous.

Les préparatifs du complot se tiennent durant le mois d'août. Le prince fait appeler les très rares personnes qu'il a mises dans le secret pour les inviter à la chasse au château de Saint-Cloud.

« Nous tirerons quelques lapins avant le dîner, après quoi nous concerterons définitivement toutes les mesures à prendre. »

Ils se retrouvent à six autour de la table : Louis Napoléon et son demi-frère, Morny, ainsi que Persigny, le général de Saint-Arnaud, tout nouveau général de division, Rouher, avocat d'affaires devenu ministre de la Justice, et Carlier, préfet de police. Chargé de préparer textes, proclamations, projets de lois, et surtout listes de suspects à arrêter, le préfet a enregistré les noms de quatre cents personnes.

– Et le secret ? Comment allez-vous garder le secret ? demande Morny. Que ferez-vous de celui-ci et de celui-là ? Comment vous y prendrez-vous pour faire tout ça en une nuit ? Si l'on veut qu'il réussisse, le coup d'État doit s'accomplir sans un cheveu arraché, sans une égratignure. C'est même cela qui m'a fait préférer le coup d'État à un conflit !

Carlier est certes un homme de police aux convictions bonapartistes indiscutables, son dossier est complet, mais il est à refaire, les textes sont mal rédigés et les noms des suspects trop nombreux et mal choisis. Méfiants devant une préparation qu'ils jugent hâtive, les militaires impliqués, Saint-Arnaud et Magnan (le général qui a remplacé Changarnier à Paris), menacent de se retirer. Il faut retarder le coup.

Le samedi 15 novembre 1851, *Le Siècle* publie un commentaire dans lequel se lit la rumeur de Paris : « Nous l'avons, en dormant, madame, échappé belle... La fameuse représentation du coup d'État, cette représentation sans cesse annoncée et toujours ajournée, devait avoir lieu la nuit dernière entre 1 heure et 2 heures du matin... Quand le soleil se leva, le coup d'État n'avait pas encore paru. Depuis deux mois, il n'est question que de coup d'État. Un mot de M. Louis Bonaparte rassurerait... »

Rumeur certes, mais derrière ce brouillard s'organisent les conjurés. Le 25 novembre, le même journal observe : « Le pouvoir parlementaire s'est isolé de plus en plus et le moment paraît favorable pour lui porter un coup décisif... » Loin de rassurer la presse et les députés par un mot, Louis Napoléon prononce, ce jour-là, un discours au Cirque d'hiver dans lequel il déclare : « D'un côté les idées démagogiques, de l'autre les hallucinations monarchiques empêchent tout progrès et toute industrie sérieuse. Je vous promets le calme et la prospérité à l'avenir. »

Le secret du complot est bien gardé. Le prince président a fait venir Morny à l'Élysée pour une sorte de répétition générale. « Nous nous présentâmes à l'esprit toutes les minutes de la journée, toutes les opérations les plus minutieuses, dira le demi-frère. Il fallait d'abord préparer les publications, l'appel au peuple, s'assurer de l'imprimerie sans que personne n'en fût averti, dissoudre l'Assemblée, s'emparer des généraux membres de la Chambre... »

L'action ne peut plus être différée, les derniers détails sont arrêtés le 27 novembre. Le 1<sup>er</sup> décembre est un lundi. Il y a réception à l'Élysée, comme tous les lundis, et ce soir-là, la foule est plus dense que d'habitude ; le président a fait venir un orchestre de chambre, on danse. Qui se douterait que le préfet de police, le général en chef, le gouverneur de Paris, sont là pour autre chose que le plaisir d'une belle réception ?

Louis Napoléon, toujours célibataire, a demandé à sa cousine, la princesse Mathilde, fille du plus jeune frère de l'empereur, Jérôme, et de Catherine de Wurtemberg<sup>14</sup>, d'être, comme d'habitude, la maîtresse de maison. Elle a trente et un ans, fut sa fiancée quand elle en avait quinze ; depuis, elle s'est mariée, mais son union a été un ratage, elle est donc revenue

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

C'est en revenant d'un grand défilé organisé en son honneur, le 6 juin, et auquel assiste également l'empereur Frédéric-Guillaume de Prusse, qu'Alexandre est attaqué, sur la route qui le reconduit à l'Élysée, par un terroriste qui tire au pistolet dans sa direction, mais l'arme, trop chargée, éclate et le manque. Quelle émotion dans Paris !

Autre rite et autre protocole, quand, trois semaines après le départ du tsar, lui succèdent au palais et dans les mêmes appartements, le sultan de Constantinople Abdul Aziz Khan, sa suite, ses gardes du corps. Mais « il ne se contente pas comme l'empereur de Russie d'un simple lit de camp en fer : on a dû, sur les indications de l'ambassade ottomane, faire confectionner spécialement un matelas de la plume la plus fine, sorte d'édredon spécial, recouvert de satin blanc richement brodé<sup>5</sup>... ». Quant aux repas, c'est encore plus compliqué : « Il mangeait absolument seul dans la pièce avoisinant sa chambre à coucher où l'on aurait pu le voir déchiquetant avec ses doigts, les coudes sur la table, le mouton préparé pour lui suivant les rites consacrés. On avait dû, à cet effet, installer une tuerie spéciale dans les sous-sols d'une maison de la rue de l'Élysée. » Le reporter ajoute d'autres précisions à propos du visiteur ottoman : « Abdul Aziz, sauf dans les occasions officielles, ne sortait pas de ses appartements où il ne reçut jamais personne. Il ne descendit même pas au jardin. Une fois seulement, trois ou quatre jours avant son départ, il alla y faire des prières, une sorte d'invocation, peut-être une prise de possession par le commandeur des croyants de cette terre nouvelle, jusqu'ici rebelle aux doctrines du prophète<sup>6</sup>... » D'autant plus rebelle précisément que Napoléon avait fait aménager sous les voûtes du palais, dans son aile est, une chapelle de style byzantin, décorée par des fresques représentant « les premiers saints vulgarisateurs de la foi chrétienne dans les Gaules ».

L'Exposition universelle va attirer à Paris bien d'autres visiteurs illustres : l'empereur d'Autriche, François-Joseph, le khédive d'Égypte, le roi de Suède Charles XV, la reine Sophie des Pays-Bas, qui, tous, furent les hôtes de l'Élysée. Il y aura encore une très belle fête l'été 1868, en l'honneur de la fille du tsar, et c'est la première fois que l'on emploiera l'électricité pour illuminer la réception. « Les lampes à arc du système Serrin produisirent un effet merveilleux pour l'époque, et ce nouvel éclairage fut vivement admiré des hôtes de l'empereur et de la foule accourue dans l'avenue Gabriel pour voir l'illumination et entendre les chœurs du conservatoire cachés dans les massifs du jardin<sup>7</sup>. »

Puis les lampions vont s'éteindre un à un. La fête impériale qui durait depuis si longtemps épuise ses charmes. Le dernier ministre de l'Intérieur du cabinet d'Émile Ollivier, Jean Chevandier de Valdrôme, nommé par l'empereur au mois de janvier 1870, réputé pour sa fermeté, transforme les cours de l'Élysée en campements pour ses réserves d'infanterie et de police, dans la crainte de troubles (il avait dû réprimer les manifestations qui avaient entouré les obsèques du républicain Victor Noir). Ses précautions ne sont pas inutiles : le second Empire trébuche dans une guerre absurde et mal conduite ; Napoléon III est malade. Ses reins le font horriblement souffrir. Le 4 septembre 1870, au lendemain de la défaite devant les Prussiens à Sedan suivie par la capture de l'empereur, la République est proclamée.

Le dernier commandant militaire de l'Élysée étant parti aux armées, le palais reste inhabité. Les emblèmes napoléoniens, les aigles et autres N et E (pour Eugénie), sont démontés ou effacés. Au jour de la capitulation, les Prussiens entrent dans Paris, pour la troisième fois depuis 1814 ; comme les Russes et les Anglais

avant eux, ils s'installent à leur tour à l'Élysée, mais en passant par les jardins – car le faubourg Saint-Honoré et la cour d'honneur ne font pas partie de leur zone d'occupation ! Le général von Werder, qui les commande, arrive avec un détachement à cheval :

– Maintenant que la paix est faite, vous pouvez bien me donner la main ! dit-il au vieux soldat chargé de la garde du palais.

Mais le vieux soldat refuse.

Le 19 mars 1871, les gardes de faction au palais voient arriver une bande d'une dizaine d'hommes entièrement habillés de rouge. Des « communards » ! Paris s'était insurgé la veille. L'un des hommes tire un coup de revolver en l'air pour se faire ouvrir la grille d'honneur. Le détachement d'infanterie qui assure la protection du palais se présente à la porte et la bande s'éloigne. Mais un peu plus tard dans la journée, deux bataillons de gardes nationaux aux ordres de la Commune se présentent à l'Élysée. On hisse le drapeau rouge sur le mat d'honneur et l'on dresse des cuisines dans la cour. Avant de s'avouer vaincue, la Commune incendie l'Hôtel de Ville, la Cour des comptes, la chancellerie de la Légion d'honneur, les Tuileries, mais elle épargne l'Élysée. Au dernier jour de cette « semaine sanglante », le dimanche 28 mai 1871, les troupes régulières venues de Versailles s'emparent du palais. Sans un coup de feu.

<sup>1</sup>- *Confession. Souvenirs d'un demi-siècle*, tome 4, *op. cit.*

<sup>2</sup>- Antoine d'Arjuzon, *Victoria et Napoléon III*, Paris, Atlantica, 2007.

<sup>3</sup>- Journal de la reine Victoria.

<sup>4</sup>- *Le Siècle*, 17 janvier 1889. Enquête de René de Gas.

<sup>5</sup>- *Ibid*, 22 janvier 1889.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

prisonniers destinés au bagne... » Ainsi, écrit Thierry Billard<sup>7</sup>, « le 17 janvier 1895, sans le savoir, le capitaine condamné pénètre dans la vie du premier magistrat du pays et le président de la République entre en collision avec l’Affaire ».

Le capitaine a été condamné par un conseil de guerre, à l’unanimité des juges militaires : ceux-ci l’ont reconnu coupable de trahison, sur la foi de ressemblance d’écritures, pour avoir transmis à l’ambassade d’Allemagne un « bordereau » annonçant la livraison de plans relevant de la Défense nationale. Mais Dreyfus n’a jamais reconnu les faits et se proclame innocent. Devant la minceur des preuves de l’accusation, Péguy et Jaurès ont pris son parti. Pourtant, l’opinion, dans son immense majorité, et Félix Faure avec elle, accorde sa confiance à l’armée et à ses magistrats. Et puis, si ce n’était pas Dreyfus, qui serait coupable ? Un officier d’infanterie, le commandant Esterhazy, est à son tour suspecté, traduit en conseil de guerre, puis innocenté faute d’éléments convaincants.

C’est alors que, le 13 janvier 1898, Georges Clemenceau publie dans son journal *L’Aurore*, sur toute sa première page, le terrible « J’accuse » d’Émile Zola, une lettre destinée au président de la République : « Votre étoile, si heureuse jusqu’ici, est menacée de la plus honteuse, de la plus ineffaçable des taches... Vous apparaissez rayonnant dans l’apothéose de cette fête patriotique que l’alliance russe a été pour la France – mais quelle tache de boue sur votre nom – j’allais dire sur votre règne – que cette abominable affaire Dreyfus ! » Zola accuse les juges militaires d’avoir condamné un innocent (Dreyfus) et innocenté un coupable (Esterhazy). Or celui-ci va bientôt laisser entendre qu’il est l’auteur du « bordereau » – mais sans prendre le moindre risque, puisqu’ayant été acquitté, il ne peut à nouveau être poursuivi pour le même motif.

L'affaire est sortie du champ judiciaire pour devenir une bataille politique. Que va faire le chef de l'État ? Les élections du mois de mai 1898 ne changent pas la majorité radicale et modérée de la Chambre, mais Félix Faure en profite pour remanier le gouvernement : celui-ci prend le parti de Dreyfus. Nouveau rebondissement, un officier des services de renseignements, le colonel Henry, se donne la mort à la suite de la découverte de la falsification par ses soins d'une pièce de l'accusation contre le capitaine Dreyfus. À mesure que l'innocence du condamné devient plus flagrante, en raison de l'accumulation de documents apocryphes ou fabriqués, l'exaspération de l'opinion divisée en deux camps atteint son paroxysme. D'un côté la Ligue des droits de l'homme, de l'autre celle de la patrie française.

Et Félix Faure ? Convaincu à l'origine de la culpabilité du capitaine, il est désormais gagné par le doute et la nécessité de la révision de son procès. Mais l'opinion l'ignore. Au sein de son propre cabinet, Le Gall, « révisionniste » donc dreyfusard, s'oppose au général Bailloud, antidreyfusard. Nommé le 3 novembre 1898, le nouveau chef du gouvernement, Charles Dupuy, est clairement partisan de la révision. Mais comme la chambre criminelle de la Cour de cassation se saisit du dossier, le président du Conseil commet un faux pas. Le révisionniste qu'il est, cherchant à l'impartialité, décide de réunir les trois chambres de la cour, dessaisissant ainsi la seule chambre criminelle de ses pouvoirs. Bravo ! crie la droite, persuadée que les trois chambres seront moins « révisionnistes » que la seule chambre criminelle. Coup d'État judiciaire ! réplique la gauche. Et l'Affaire repart de plus belle.

Proclamant que « sa neutralité est celle de la loi », Félix Faure se laisse entraîner par les imprudences de son président du Conseil. Le voilà accusé. « Déni de justice ! » Le sujet

revient à chaque Conseil des ministres, jusqu'à celui du jeudi 16 février 1899, et même jusqu'à son entretien de l'après-midi de ce même jour avec le prince Albert I<sup>er</sup> de Monaco venu lui aussi lui parler de ce « qui ne le regarde pas » : de l'innocence du capitaine Dreyfus. Terrassé le soir même, Félix Faure ne pourra donc jamais se laver de la « tache ineffaçable ».

\*

Émile Loubet, installé à l'Élysée, nomme un préfet, Abel Combarieu, comme directeur de son cabinet civil, fonctions que Le Gall occupait auprès de Félix Faure. Combarieu arrive le 1<sup>er</sup> mars 1899 au palais et en visite aussitôt les lieux. Son guide n'est autre que le maître d'hôtel Clerc, entré à l'Élysée sous le maréchal de Mac-Mahon et qui s'y trouve toujours. « Il m'a fait visiter l'une après l'autre toutes les pièces et chambres du palais et indiqué leur affectation<sup>8</sup>, raconte Combarieu. Arrivés au salon d'Argent donnant sur le jardin, Clerc a pris un air mystérieux : « C'est là qu'était descendu monsieur le Président après dîner et que nous l'avons trouvé mort, avec... » J'ai coupé court, dit Combarieu, à une narration du drame et aux commentaires de l'office. »

Dès la mort du président, diverses rumeurs avaient couru à ce sujet. Mais rares sont celles que l'on trouve imprimées. Pourtant une feuille libertaire à faible tirage, *Le Journal du Peuple* avait insinué, dès le 22 février, veille des obsèques, que Félix Faure était mort « pour avoir trop sacrifié à Vénus en marge du Code », précisant : « Nous connaissons le nom et l'adresse de la jeune personne qui jouissait des faveurs présidentielles. Nous la désignerons par l'initiale peu transparente de Mme S. » Cela

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

enfoncé dans ses arcades et dont la moustache mange la moitié du visage ? Qui croirait que Clemenceau est né sous Louis-Philippe et Poincaré sous Napoléon III, que le premier a soixante-seize ans et le second cinquante-sept ? Ah, certes, Poincaré observe que l'autre a pris du poids, que sa surdité a augmenté, mais chez lui le caractère et la volonté sont intacts.

\*

Ils se sont retrouvés l'un et l'autre dans le même gouvernement, au mois de mars 1906. Clemenceau à l'Intérieur, Poincaré aux Finances. Le premier entamait sa vie ministérielle à l'âge où d'autres prennent leur retraite, tandis que le second était ministre pour la quatrième fois ; il n'avait que quarante-cinq ans. Ils s'étaient pourtant engagés l'un comme l'autre dans la vie politique avant trente ans ; Poincaré était alors jeune avocat et Clemenceau jeune médecin. L'un comme républicain libéral, la droite, en Meuse, l'autre comme radical, la gauche non socialiste, à Paris.

Mais là où Poincaré, studieux et opiniâtre, occupe aussitôt des fonctions de responsabilité, au Budget d'abord, puis à l'Instruction publique et aux Beaux-Arts avant d'être nommé, à trente-trois ans, ministre des Finances (on lui doit la suppression de l'impôt sur les portes et fenêtres après qu'il eut constaté que celui-ci n'avait d'autre effet que de défigurer les maisons), Clemenceau bâtit sa réputation de Vendéen au sang vif en démolissant par ses diatribes incendiaires les gouvernements – et notamment ceux de Gambetta et de Jules Ferry, qui appartiennent pourtant à la même famille radicale que lui. « Il est terrible et charmant, il attire et il effare », dit de lui Anatole France. On redoute ses articles autant que ses journaux.

C'est lui, on l'a vu, qui publie Zola dans *L'Aurore* pour la défense du capitaine Dreyfus.

Rien de tel dans le comportement du rigoureux Poincaré. « Il n'est pas de faute plus grave, dit celui-ci, du point de vue de la paix morale et de la sécurité des intérêts, que cet art détestable de menacer tout le monde et de ne satisfaire personne. » Tempête de l'un, vertu de l'autre.

En les prenant l'un et l'autre dans la composition de son gouvernement, Ferdinand Sarrien, dont l'Histoire ne retiendra même pas le nom bien qu'il aura joué un rôle apaisant dans l'affaire Dreyfus comme ministre de la Justice, ne sait pas qu'il crée ainsi les conditions d'une formidable compétition politique. Armand Fallières, le « modéré de nature », a tout juste été élu président de la République, le 18 février 1906. Charmant président Fallières qui aimera tant offrir des dîners et des bals à l'Élysée. La cohabitation de Clemenceau à l'Intérieur et de Poincaré aux Finances ne dépasse pas sept mois. À la sortie, le ministre de l'Intérieur l'emporte, laissant son concurrent à l'écart pour six ans.

Clemenceau s'installe alors pour l'un des plus longs gouvernements de la III<sup>e</sup> République, trente-trois mois, cumulant la présidence du Conseil à laquelle Fallières l'a nommé et le ministère de l'Intérieur qu'il a exigé de conserver. Et même s'il crée pour la première fois un ministère du Travail (en y nommant le socialiste Viviani), même s'il limite par la loi la durée de la journée de travail à 10 heures, c'est en ministre de la Police qu'il marque son temps : il est non seulement le briseur implacable des grèves de 1906 et 1907 sans le moindre état d'âme, mais aussi l'inventeur des « Brigades du Tigre » et de la future police judiciaire. Son gouvernement ne tombe, comme bien d'autres, que par accident, au mois de juillet 1909.

Aristide Briand d'abord, puis Joseph Caillaux, en 1911, lui succèdent. Il a rejoint l'opposition. Une fois l'Alliance russe consolidée, Briand, mais surtout Caillaux, cherchent à s'arranger avec l'Allemagne. Ce que Daladier fera à Munich, Caillaux le fait après le « coup d'Agadir » (une canonnière allemande est venue provoquer les Français) : il plie devant l'intimidation de l'empereur Guillaume. Poincaré et Clemenceau se rejoignent pour le dénoncer. La presse amplifie le mouvement. « Les sentiments qu'inspire le ministère Caillaux ne sont pas faciles à démêler, écrit *Le Figaro* libéral ; ils vont de l'indignation à une sorte de pitié ironique. » « Le cabinet Caillaux est condamné », enchaîne *L'Action française* monarchiste. Et lorsque ce gouvernement démissionne effectivement le 11 janvier 1912, Jaurès écrit dans *L'Humanité* socialiste qu'une « dent gâtée vient de tomber ».

Au Sénat, Clemenceau plaide pour un gouvernement Poincaré. L'heure des retrouvailles entre les deux adversaires de 1906 a-t-elle sonné ? Appelé par Fallières, le Lorrain ne se dérobe pas, il forme une alliance entre la gauche radicale et la droite nationale, prenant lui-même, outre la présidence du Conseil, la responsabilité des Affaires étrangères. Depuis la présidence Thiers en 1871, c'est le cinquante-deuxième gouvernement ! Serait-ce la dernière carte avant la crise de régime ? Peut-être. Mais Clemenceau n'en est pas. On dit que Poincaré a eu peur de ses fureurs et de ses coups de colère. Mais en ayant ainsi évité de l'entendre dans ses conseils de cabinet, il va le subir au Sénat.

Au moment où vient en discussion le traité négocié par Caillaux avec l'Allemagne, le Tigre enflamme ses collègues : « Le papier qu'on propose au Sénat de ratifier a été négocié sous le canon d'Agadir, lance-t-il. Nous avons été vaincus [en 1870], mais nous ne nous sommes pas soumis. Les vivants seront

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

à le déjouer. Il faudrait pourtant le mettre en œuvre parce que le temps presse et le moral décline.

« De tous côtés, l'argent allemand cherche à pénétrer notre presse », écrit Poincaré pour expliquer les campagnes qui se développent. Lui-même a commis une folle imprudence dont il finit par comprendre les conséquences empoisonnées. Le 6 juillet 1916, il a reçu dans son bureau de l'Élysée, tout à fait officiellement, et recommandé par un ami commun, un étrange personnage, Bolo Pacha, qu'il a revu une seconde fois, le 7 novembre. « Quel est cet individu ? Il se flatte d'être l'ami de Caillaux. Mais comment vit-il ? Que cherche-t-il ? » Chacun se demande surtout comment ce personnage a pu avoir accès au président de la République, car ce Bolo Pacha se répand dans les journaux et notamment dans l'un d'entre eux, réputé pour son pacifisme et ses articles enflammés pour le désarmement.

Une enquête sur son cas est confiée aux services de renseignements. Leur chef, le colonel Goubet, vient en exposer les résultats en comité de guerre, le 6 février 1917. Bolo Pacha, dit-il, reçoit son argent du khédive du Caire, lui-même alimenté par l'Allemagne, et cet argent va au *Journal* de Charles Humbert qui « publie des articles très dangereux pour la défense nationale » ; les petites annonces anodines de ce quotidien permettant aux agents allemands de communiquer avec leurs correspondants... On pourrait penser que le *Journal* serait suspendu et Bolo Pacha interpellé. Par manque de preuves, on temporise. Vexé d'avoir prêté la main à l'honorabilité de ce Bolo Pacha, Poincaré continue d'attaquer par la parole la pénétration allemande dans l'édition française. Il y revient le 11 mars au congrès du Livre en Sorbonne : « Par le livre comme par le commerce et la finance, nos ennemis nous ont fait la guerre avant de nous la déclarer. Le livre allemand a été le porte-parole de l'orgueil allemand, de la science allemande, de la culture

allemande. Tantôt il nous a envahis avec une brutalité tapageuse, tantôt il s'est coulé chez nous avec des airs hypocrites. »

Deux coups de tonnerre viennent bouleverser le cours de la guerre, regonflant les uns, démoralisant un peu plus les autres. Côté mauvaises nouvelles, à l'Est, la révolution russe de février conduit à l'abdication du tsar : l'armée russe se désagrège, le front oriental contre l'Allemagne cède, Kerenski prend le pouvoir. Côté bonnes nouvelles, à l'Ouest, le président Wilson fait approuver, le 2 avril, par le Congrès des États-Unis, l'entrée en guerre de son pays contre les empires centraux. « Cette guerre, télégraphie aussitôt Poincaré à Wilson, n'aurait pas eu sa signification fatale si les États-Unis n'avaient pas été amenés par l'ennemi lui-même à y prendre part. » (Poincaré fait ici allusion à la guerre conduite par les sous-marins de la Kriegsmarine contre les navires américains.) Signe que chaque camp aimerait en finir, le prince Sixte de Bourbon-Parme est reçu à plusieurs reprises à l'Élysée pour y présenter les propositions de paix de l'empereur Charles d'Autriche, son beau-frère, mari de l'impératrice Zita. Mais comme il y a Nivelles aujourd'hui et les Américains demain, la réponse ne presse pas.

Le vendredi 6 avril, après avoir adressé son télégramme à Wilson, Poincaré convoque le comité de guerre (président du Conseil, ministres et état-major) dans le train présidentiel qui le conduit à Compiègne, au quartier général de Nivelles. Celui-ci a toujours pleine confiance dans son offensive, même si, depuis trois mois qu'il l'a présentée, elle a pris du retard. Mais elle n'en sera que plus efficace, pense-t-il. Pourtant, le comité de guerre s'interroge, quelques-uns des chefs présents hésitent ; finalement, accord est donné à l'exécution du plan prévu. Nivelles distribue ses instructions.

On suit le déroulement de la bataille jour par jour dans les notes de Poincaré. 9 avril, « succès complet, excellent début »,

selon Nivelle. 17 avril, retournement : « Malheureusement, écrit le chef de l'État, il est certain qu'une grande partie des espérances conçues au grand quartier général ont avorté. » 18 avril, le chef du gouvernement rapporte au président de la République « qu'à la Chambre, le désordre des esprits est incroyable ». « Les députés prétendent que les opérations ont complètement échoué, que Nivelle est menacé. » 24 avril, Painlevé (ministre de la Guerre) à Poincaré : « Nivelle a perdu son autorité sur l'armée. » Le 25, Clemenceau, à propos de Poincaré : « Le sort du pays est entre les mains d'un irresponsable. » 13 mai, Nivelle ne commande plus, les opérations sont interrompues. 15 mai, Pétain remplace Nivelle. 24 mai, Briand manœuvre contre le gouvernement. 29 mai, « le colonel Herbillon (cabinet militaire du président) m'apprend qu'il y a des symptômes d'indiscipline dans l'armée. Le moral se gâte. L'année 1917 s'assombrit déjà ».

Deux jours plus tard, Pétain rend compte pour la première fois en comité de guerre de deux rapports sur les mutineries : celles-ci ne concernent alors que les 36<sup>e</sup> et 129<sup>e</sup> régiments d'infanterie. Les soldats se sont emparés de trains pour réclamer la paix immédiate. Mais le mouvement prend de l'ampleur et huit divisions sont contaminées.

Poincaré interroge Pétain :

– S'il y a un congrès internationaliste socialiste à Stockholm, et si des Français y rencontrent des Allemands pour discuter des conditions de paix, tiendriez-vous votre armée en main ? Obtiendriez-vous qu'elle continue à se battre ?

– Non, dit Pétain.

Alors, il n'y aura pas de socialistes français à Stockholm, mais cela ne saurait suffire. Des condamnations à mort sont prononcées, des organisations pacifistes et révolutionnaires

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Paul Reynaud télégraphie à Winston Churchill un message en forme de SOS : « Hier soir, nous avons perdu la bataille. Envoyez toutes les troupes et toute l'aviation que vous pourrez. » Il en a adressé un autre au général Weygand, alors retiré à Beyrouth, pour le faire rentrer d'urgence. Gamelin est au bout du rouleau. Mais Reynaud sait aussi que ses jours sont comptés s'il ne réagit pas. Il en appelle alors à Lebrun : ce gouvernement doit être remanié. Comment conduire la guerre avec un ministre, Daladier, avec lequel il ne s'entend pas et qui incarne toujours l'esprit de Munich ? Reynaud réclame l'unité du commandement, il cumulera la présidence du Conseil avec la Défense nationale ; Daladier n'a qu'à prendre les Affaires étrangères. À l'Intérieur, il fait venir Georges Mandel, un dur qui a été le collaborateur de Clemenceau. Il veut aussi le maréchal Pétain auprès de lui et Weygand à la place de Gamelin.

Pétain et Weygand ? Les chefs de l'armée d'autrefois pour résister à la tornade allemande ? Oui, persiste Reynaud : « Il faut aujourd'hui un grand effort pour faire revivre l'image que les Français se faisaient de ces deux chefs militaires, en mai 1940. Le premier, Pétain, avait quitté le commandement de l'armée, il y avait neuf ans, et le second, Weygand, il y avait cinq ans. Mais les Français aiment les vieillards et, quoiqu'ils détestent la guerre, ils adorent les militaires glorieux. Au fur et à mesure que disparaissaient les maréchaux qui avaient donné à la France la victoire de 1918, on voyait grandir la figure de celui que l'on appelait le "vainqueur de Verdun", le maréchal de France à la tête marmoréenne qui s'entourait de silence. [...] Nous sommes tous responsables de la divinisation du maréchal Pétain avant la guerre, mais ce sont les hommes de gauche qui y ont le plus contribué. Il apparaissait comme le chef qui sait ménager le sang des soldats qu'il avait défendus contre la "folle théorie" de l'offensive à outrance<sup>2</sup>. »

Le soir du samedi 18 mai, Paul Reynaud commente à la radio les décisions qu'il vient de faire approuver par Lebrun : « Ce que le pays attend du gouvernement, ce ne sont pas des paroles ; il n'en a que trop entendu depuis des années. Ce sont des actes qu'il veut. Le vainqueur de Verdun, celui grâce à qui les assaillants de 1916 n'ont pas passé, celui grâce à qui le moral de l'armée française, en 1917, s'est ressaisi pour la victoire, le maréchal Pétain est revenu ce matin de Madrid. Il est désormais à mes côtés, comme ministre d'État, vice-président du Conseil, mettant toute sa sagesse et sa force au service du pays. Il y restera jusqu'à la victoire. »

Ainsi surgi de l'iconographie nationale, le maréchal Pétain a quatre-vingt-quatre ans : il est né quatre ans après la proclamation du second Empire. La Grande Guerre et Verdun, pour lui tout s'arrête là : « À partir de la guerre 1914-1918, c'est fini, mon cerveau militaire est fermé<sup>3</sup> », dira-t-il. Il est l'homme de la ligne Maginot ; il en a dessiné le premier tracé. Ministre de la Guerre dans le cabinet Doumergue durant neuf mois en 1934, il a laissé se poursuivre la baisse des crédits militaires, sans estimer nécessaire la rénovation de l'outil de défense. La campagne allemande en Pologne, en septembre 1939, l'a tragiquement impressionné : « J'ai pu avoir une conversation avec un officier polonais. Il m'a développé toute l'affaire. Ce fut une attaque brutale des Allemands qui a pris la Pologne par un bout et a conduit toutes les armées polonaises à l'autre bout du pays. Cet officier m'avait dit que la Pologne avait été battue, piétinée et complètement mise à mort dans cette bourrasque<sup>4</sup>. » Le propos résume son état d'esprit : mieux vaut s'effacer sous la bourrasque que vouloir lui résister.

Quant à Weygand, lui aussi né sous Napoléon III, tout en restant « extrêmement jeune », il a tout de même soixante-treize ans. « Élégant, soigné et bien sanglé, direct, aimable, mais

souvent bref et facilement cassant, il dégagait une énergie intérieure intense, en même temps qu'une souplesse physique étonnante », dit de lui le futur général Beaufré. « Les atteintes du temps n'ont pas effleuré son corps d'acier », écrit Edmond Delage dans *Le Temps*. « Il était auréolé de la gloire de Foch, dont il avait été le bras droit, et on lui attribuait l'honneur de la victoire polonaise sur l'armée russe en 1920, rappelle Paul Reynaud. Il avait été le commandant en chef de l'armée française de 1931 à 1935 et il apparaissait à l'armée comme le défenseur des traditions et des droits du corps des officiers. Il passait pour réactionnaire, mais Foch ne l'était-il pas ? En face du désastre, il me parut avoir seul l'autorité nécessaire sur notre armée et sur celles de nos alliés pour redresser la situation dans la mesure où elle pouvait l'être. »

Albert Lebrun signe donc le 19 mai les décrets de nomination de Pétain et Weygand. On dit des prières solennelles à Notre-Dame. Les journaux se rassurent : enfin une bonne nouvelle. Wladimir d'Ormesson dans *Le Figaro*, écrit : « Pétain, c'est la résistance sublime et victorieuse de Verdun, la France en éprouve une immense impression de sécurité » ; Francisque Gay dans *L'Aube* : « Pétain, le héros de Verdun, Weygand, l'homme de Foch, font face à la situation. » La Chambre des députés et le Sénat acclament ces nominations. Pétain et Weygand vont-ils sauver la France du désastre comme Thiers et Clemenceau ? Le 22 mai, quarante-huit heures après que Weygand eut pris son commandement et fait le tour des quartiers généraux de ses forces, Paul Reynaud monte à la tribune du Sénat :

« La vérité est que notre conception classique de la guerre s'est heurtée à une conception nouvelle... Par suite de fautes incroyables et qui seront punies, des ponts sur la Meuse n'avaient pas été détruits. Sur ces ponts ont passé les divisions de panzers précédées d'avions de combat venant attaquer des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

pour lui, cette guerre éclair, cette « bourrasque » justifiait ses thèses. Malgré ses critiques à l'endroit du commandement, Gamelin lui avait quand même confié cette 4<sup>e</sup> division cuirassée, laquelle n'aura été formée que le 15 mai, à la veille de l'effolement général quand les panzers s'approchaient de Paris. Le 31 mai, ses combats pour dégager Abbeville lui ont valu une belle citation de Weygand : « Officier admirable de cran et d'énergie. A attaqué avec sa division la tête de pont d'Abbeville, très solidement tenue par l'ennemi. A rompu la résistance allemande et progressé de quatorze kilomètres à travers les lignes ennemies, faisant des centaines de prisonniers et capturant un matériel considérable<sup>8</sup>. »

Et pourtant, quand ils apprennent sa nomination au gouvernement, Pétain et Weygand sont furieux. « Quels griefs avez-vous contre de Gaulle ? » leur demande Reynaud. « C'est un enfant », répond Weygand. « Un orgueilleux, un ingrat, un aigri », ronchonne Pétain. Le vieux chef ne pouvait-il admettre de voir surgir un jeune ? Quand Paul Reynaud avait voulu nommer le général de Lattre de Tassigny comme gouverneur militaire de Paris, Weygand lui avait fait la même objection : « Il est trop jeune. » Choqué, Reynaud dira : « C'est une armée exclusivement commandée par des vieillards, comme celle que les successeurs du grand Frédéric menèrent au désastre d'Iéna, que voulaient Pétain et Weygand. » Le 3 juin, le tout récent général de Gaulle lui avait écrit dans une lettre personnelle : « Sortez du conformisme des situations acquises. Soyez Carnot ou bien nous périrons. Carnot fit Hoche, Marceau, Moreau. »

De Gaulle arrive du front à Paris le jeudi 6 juin, jour de sa nomination comme sous-secrétaire d'État ; il s'installe le lendemain dans un bureau du rez-de-chaussée de l'hôtel de

Brienne, rue Saint-Dominique. Il fait déposer le buste de Carnot sur sa cheminée. Le même jour à 17 heures, Paul Reynaud emmène son nouveau gouvernement à l'Élysée. Photo sous la verrière de la cour d'honneur. Avant-dernier Conseil des ministres. Ce pourrait être le premier pour de Gaulle : assis à la même table que le maréchal, sur la même photo que le maréchal ; le maréchal devant et lui derrière ? À l'ordre du jour des débats : partir. Pour où ? Brest, Bordeaux ? Résister, mais avec quels moyens ? Ou alors déposer les armes, comme les Polonais, les Hollandais, les Belges ? Paul Reynaud envoie de Gaulle à Londres : peut-on transférer en Afrique du Nord les cent trente mille soldats français sauvés à Dunkerque pour continuer le combat ? À son retour, de Gaulle se pose dans la soirée du dimanche 9 juin à l'aérodrome du Bourget, bombardé, trop tard pour assister au dernier Conseil des ministres réuni à 21 heures par Albert Lebrun à l'Élysée. La question à l'ordre du jour, le transfert en Afrique du Nord, était devenue sans objet.

« Grande impression de tristesse », se souvient Lebrun, après le tableau de la situation une fois de plus exposé par Weygand. La 10<sup>e</sup> armée, qui tenait le front sur la Somme, est coupée en deux, la 6<sup>e</sup> rejetée sur la Marne, deux divisions britanniques évacuent, une division française est faite prisonnière. « Le maréchal Pétain ne dit rien. Il est comme endormi, prostré. Il semble que dès ce moment, il considère la défaite comme acquise et qu'il n'y a plus rien à faire... » Le Conseil des ministres décide le départ du gouvernement et son repli sur la Loire aux endroits désignés d'avance.

Albert Lebrun reste éveillé toute la nuit. À 5 heures du matin, le lundi 10, son valet de chambre vient le prévenir : « Monsieur le Président, il faut partir. » Paris sera déclarée ville ouverte le

lendemain, puis les Allemands arriveront, la capitale sera en leur pouvoir.

L'évacuation du mobilier de l'Élysée a commencé depuis plusieurs mois. Le Mobilier national a bouclé les dernières caisses de vaisselle et d'argenterie ; elles seront transférées à Aubusson, en sécurité. Le président de la République prend la direction de Tours sur des routes encombrées. Derrière lui, le concierge, les huissiers, et le personnel de maison ferment le palais. Albert Lebrun n'aura pas capitulé à l'Élysée. C'est dans la confusion de Bordeaux qu'il va s'incliner, à Vichy qu'il disparaîtra, le 10 juillet 1940, en même temps que la République. L'abri antiaérien qu'il avait fait construire en 1937, sous la cour intérieure proche de ses bureaux, afin de résister aux combats et aux bombardements, restera vide. Comme la bouée inutile d'un immense naufrage.

[1](#)- Paul Baudouin, *Neuf Mois au gouvernement*, Paris, La Table ronde, 1948.

[2](#)- Paul Reynaud, *La France a sauvé l'Europe*, tome 2, Paris, Flammarion, 1947.

[3](#)- Audition du 10 juillet 1947, commission d'enquête parlementaire sur les événements survenus en France, 1933-1945, Assemblée nationale, 1951.

[4](#)- Audition du 10 juillet 1947, devant la commission d'enquête parlementaire.

[5](#)- Albert Lebrun, *Témoignage*, Paris, Plon, 1945.

[6](#)- Reproduit dans *La France a sauvé l'Europe*, *op. cit.*

[7](#)- Churchill, *Mémoires*, Paris, Plon, 1949.

[8](#)- Le général Weygand signera néanmoins la condamnation à mort par contumace du général de Gaulle le 2 août 1940, pour avoir quitté le territoire sans autorisation.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

garde républicaine à cheval a pris son cortège en escorte depuis la porte Dauphine jusqu'au palais de l'Élysée où il entrait comme élu pour la première fois. Dans la cour d'honneur, il avait embrassé le drapeau de la Garde avant que le général Dassault, frère de l'avionneur, et grand maître de l'ordre de la Légion d'honneur, ne lui passât le grand cordon.

Quand il préside son premier Conseil des ministres, le 29 janvier, Jules Moch croit pouvoir le tutoyer : « Tu sais, Vincent, je pense que... » À quoi Vincent Auriol répond : « Je me permettrai de faire observer à monsieur le ministre des Travaux publics que... » La République a son étiquette.

\*

Le 29 mai 1947, un mois après la crise, il se rend en voyage officiel au plateau des Glières, cœur de la Résistance en Haute-Savoie où quelque cinq cents hommes se sont battus l'hiver 1944 contre la milice française et une division alpine allemande. Hommage au maquis, à ses chefs, puis le président de la République s'incline au cimetière de Morette devant les cent vingt tombes des tués au combat. « Cent vingt fois, sa silhouette s'inclina, rapporte Jacques Dumaine. Il avait les lunettes embuées de larmes ; en s'éloignant il pouvait à peine articuler "Vive la France"... » Dans les rues d'Annecy, des groupes de jeunes gens massés sur son passage se mettent à crier : « Vive de Gaulle ! »

– Je l'ai crié avant vous, mes amis ! leur réplique Vincent Auriol du tac au tac.

Non seulement c'est vrai puisqu'il l'a crié en 1943, mais dès son arrivée à l'Élysée, un an quasiment jour pour jour après le départ du Général (20 janvier 1946), il a rêvé de réconcilier le

chef de la France libre avec le nouveau régime. « C'est un fichu caractère, mais je l'aime bien. » Il envoie donc à Colombey son secrétaire général, Jean Forgeot, et son directeur de cabinet, Jacques Kosciusko-Morizet<sup>6</sup>, porteurs d'une lettre d'invitation à venir à l'Élysée. Le Général lui répond par une lettre courtoise qu'il ne pourra pas s'y rendre. Ce dernier refuse de même la médaille militaire (accepté par Churchill) que lui propose le gouvernement (qui pourrait bien le décorer ?) avant de décliner une nouvelle fois une invitation à dîner à l'Élysée à l'occasion de la visite à Paris du prince régent de Belgique, le 26 février, première visite royale au palais depuis celle du roi et de la reine d'Angleterre, au mois de juillet 1939.

De Gaulle ne peut pas transiger avec son « non » à la Constitution de la IV<sup>e</sup> République. Le 30 mars, à Bruneval, en Normandie, il donne une explication publique à ses refus. Profitant de la commémoration de l'exploit d'un commando allié sur le territoire français en 1942, il sort de son silence et déclare : « Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égarait la nation et se disqualifiait l'État, la masse immense des Français se rassemblera avec la France. » À son fils Philippe, le Général confie : « Nous sommes bons pour la guerre. Guerre mondiale. Guerre civile<sup>7</sup>. » D'où ce Rassemblement du peuple français (RPF) dont il annonce la création le dimanche suivant, 7 avril, à Strasbourg. Au terme d'une longue allocution, il conclut : « La République que nous avons fait sortir du tombeau où l'avait d'abord ensevelie le désespoir national, la République que nous avons rêvée tandis que nous luttions pour elle, la République dont il faut qu'elle se confonde maintenant avec notre rénovation, sera l'efficiace, la concorde et la liberté, ou bien elle ne sera qu'impuissance et désillusion, en attendant soit de disparaître,

de noyautage en noyautage, sous une certaine dictature, soit de perdre, dans l'anarchie, jusqu'à l'indépendance de la France. »

C'est sa manière à lui de rompre avec le régime qui vient à peine de naître. Vexé par son échec dans sa tentative de réconciliation, Vincent Auriol tranche : « Il n'y a plus rien à faire avec lui ! » Ramadier va donc voir le Général, quasi clandestinement, de nuit, à Colombey, pour lui indiquer qu'il sera désormais considéré comme un homme politique à l'égal d'un autre et que ses discours ne seront plus retransmis par la radio. Six ans plus tard, au cours d'une conférence de presse tenue à l'hôtel Intercontinental, de Gaulle expliquera comment il avait vu la rupture du gouvernement avec les communistes :

« Au-dehors, le système communiste liquidait alors toute force qui ne lui était pas soumise, faisait saisir la Tchécoslovaquie, tâchait de s'emparer de la Grèce, poussait en avant Mao Tsé-toung, dressait Hô Chi Minh contre nous, excitait l'Afrique à la révolte.

« À l'intérieur, les communistes que j'avais utilisés pour la guerre d'abord, puis pour un début de redressement économique, mais sans leur permettre jamais de me gagner à la main, ni d'accéder aux postes essentiels, se trouvaient après mon départ, sur le point de prendre la tête du pouvoir... Un communiste devenait ministre de la Défense nationale. Les syndicats, qui encadraient alors toute la masse ouvrière et maintes autres professions, étaient pratiquement aux ordres des communistes. C'est alors que j'ai fondé le Rassemblement du peuple français. Le pays se ressaisit. Les communistes reculèrent partout, spécialement là où ils étaient le plus à craindre. Les gouvernants de l'époque se virent contraints de leur ôter leurs portefeuilles. Dès lors, les communistes, diminués et relégués, ne pouvaient plus saisir le pouvoir<sup>8</sup>. »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

vétuste que vermoulu, menace de s'effondrer à tout moment lorsqu'une nation pleine de jeunesse déborde de vitalité, d'envie de bouger et d'entreprendre, qu'elle est capable de fabriquer un taux de croissance exceptionnel, doublant le pouvoir d'achat en dix ans, le parc automobile en quatre ans. Ce contraste, René Coty l'avait pressenti le jour de son élection à la présidence, le 23 décembre 1953 à Versailles : « La République ne saura se défendre que si elle sait se réformer. » Elle ne l'a pas su.

Son élection même avait été une caricature. Il avait fallu trente-six jours à Vincent Auriol pour trouver un président du Conseil (Joseph Laniel) au mois de juin de cette année-là, il avait fallu treize tours de scrutin pour élire son successeur à la présidence de la République. « Cette élection fait de la France la risée de l'univers », disait Georges Bidault qui dirigeait encore les Affaires étrangères. « Elle déshonore la démocratie », écrivait le chroniqueur et polémiste Jean-André Faucher. « Il y a fort à parier que René Coty sera le dernier président de la IV<sup>e</sup> République, prévoyait-il à l'issue du scrutin. La machine du système ne résistera pas sept ans de plus au régime qu'on lui fait subir depuis dix ans déjà. Quand les clowns ne font plus rire, il devient urgent de fermer le cirque<sup>2</sup>. »

Le rituel avait été respecté. Le nouvel élu avait été escorté depuis Versailles par des motocyclistes en grande tenue tricolore, suivis par un escadron à cheval de la garde républicaine jusqu'au palais de l'Élysée où l'attendaient à déjeuner Vincent Auriol et sa femme. L'investiture elle-même devait se dérouler trois semaines plus tard, au terme précis du septennat, le 16 janvier 1954, quand le général Dassault, toujours grand chancelier de l'Ordre, lui remettrait le collier de

grand maître de la Légion d'honneur, dans le salon des Ambassadeurs.

René Coty avait alors soixante et onze ans, une longue vie de député puis de sénateur, « honnête homme et homme de bien », digne représentant de ces dynasties bourgeoises de la III<sup>e</sup> République, famille catholique, avocat, indépendant et modéré – ce qui voulait dire de droite. Il avait épousé une femme qui ressemblait à toutes les grands-mères de France : travailleuse, affectueuse et attentive aux autres, qu'il perdrait, emportée par une crise cardiaque le 12 novembre 1955, et ce serait un moment de chagrin national, à Rambouillet, puis à la Madeleine où le monde politique, toutes origines confondues, viendrait lui rendre un dernier hommage.

En 1940, René Coty avait voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, il avait été « blanchi » de son vote en 1945 et Robert Schuman avait fait de lui un ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme en 1947. Comme le général de Gaulle, il avait voté contre la Constitution de 1946 qu'il estimait inadaptée à la nécessité d'un exécutif fort. « Si le Parlement ne se hâte pas d'y porter remède, l'État sera bientôt en danger », avait-il expliqué ; le Parlement n'en fit rien – et l'État se trouva en danger.

Lors de sa prise de fonctions, les députés étaient très divisés par le projet de constitution d'une Communauté européenne de défense (CED), symbole d'intégration européenne mais aussi d'affaiblissement des frontières et des nations ; CED qui devait être finalement rejetée par l'hostilité des communistes et des gaullistes. Le RPF venait d'être dissous, au mois de mai 1953, par le général de Gaulle, à la suite de son échec électoral de 1951 qui avait entraîné un effritement dans ses rangs : « Ceux qui ne voulaient pas combattre sont allés à la soupe », disait-il.

Au moment de la dissolution, il avait annoncé : « Voici venir la faillite des illusions. Il faut préparer le recours. »

René Coty vit, le 7 mai 1954, la défaite de Diên Biên Phu en Indochine, première défaite militaire de l'armée française depuis 1940, puis l'explosion de la rébellion algérienne à la Toussaint de cette même année. Malédiction, fatalité, impuissance : la IV<sup>e</sup> République sera mortellement frappée par la guerre d'Algérie. Quand René Coty soumet le jeune et brillant radical Félix Gaillard, trente-huit ans, inspecteur des finances, à l'investiture de la Chambre le 6 novembre 1957, celui-ci est le seizième président du Conseil d'une République qui a déjà épuisé vingt-deux gouvernements. Les dernières élections, qui datent du mois de janvier 1956, ont amené une majorité de gauche mais pas une politique de rechange. L'Algérie, écrit le général de Gaulle, « c'était trop pour des ministères chancelants ». Chacun sent que le système, ankylosé, est en train de céder. Il se produit comme un « glissement de terrain », dit Guichard. Algérie française contre abandon de l'Algérie, les huissiers ne pourront pas résister aux paras.

\*

René Coty a rouvert à l'Élysée la petite chapelle construite par Napoléon III dans l'aile est du palais que Vincent Auriol avait fermée, il a maintenu les Conseils des ministres dans le salon de l'hémicycle qui fut la chambre de Mme de Pompadour. Il préside une table en U, face aux trois fenêtres qui donnent sur le jardin. À sa droite, le président du Conseil, Félix Gaillard, lui-même assis auprès de Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, et de Jacques Chaban-Delmas, ministre de la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

– Alors ? En fait, Coty sait déjà par un coup de téléphone que le rendez-vous s’est mal passé.

– Il exige les pleins pouvoirs ! rapporte Le Troquer. C’était inacceptable – je m’y suis opposé. Et vous savez ce qu’il nous a dit ? « Eh bien, vous vous expliquerez avec les parachutistes. »

René Coty décide de s’adresser au Parlement. Aucun président ne l’a fait avant lui. Raison de plus, la gravité de la situation l’impose. Lui aussi peut dramatiser. Les ordres aux avions de l’opération « Résurrection » sont en train de partir. Le jeudi 29 mai, en milieu de matinée, son message est prêt : il fait annoncer sa lecture à 15 heures à l’Assemblée et au Sénat. Un message dans lequel il prend ses responsabilités devant l’Histoire. Ou bien le Parlement le suit, ou bien il fait ses valises. Si on le suit, cela interrompra l’opération aéroportée.

Au même moment, Le Troquer invite Naegelen, ancien ministre socialiste, ancien concurrent de Coty à l’élection présidentielle de 1953, à venir le voir dans son bureau. Naegelen, qui est un homme sensé, n’en croit pas ses oreilles :

– L’Assemblée va voter contre de Gaulle, lui dit Le Troquer. Du coup Coty va démissionner. Alors ce sera l’heure du Front populaire. Coty se retirant, c’est moi qui assure son intérim. Je m’installe à l’Élysée. Je te charge de former le gouvernement.

– L’Élysée ! Mais tu n’y resteras pas un quart d’heure dans ton Élysée ! lui répond Naegelen, interloqué.

Cela n’empêche pas le même Le Troquer de lire consciencieusement le message du président de la République (car le chef de l’État n’est pas autorisé par la Constitution à s’exprimer lui-même devant le Parlement), exprimant une position exactement contraire à la sienne, dans le silence glacial de l’hémicycle. « Le choix qui m’incombe est donc lourd de conséquences. Il fait peser sur moi une exceptionnelle responsabilité... Je demande au général de Gaulle de bien

vouloir conférer avec le chef de l'État et d'examiner avec lui ce qui est immédiatement nécessaire à un gouvernement de salut national et ce qui pourrait être fait pour une réforme profonde de nos institutions. »

Le texte est lu au téléphone par le secrétaire général de la présidence, Charles Merveilleux du Vignaux, au général de Gaulle qui, cette fois, prend la route pour l'Élysée. Il arrive dans sa Citroën noire par l'avenue Gabriel. Grille du Coq ou porte cochère située à l'angle de l'avenue Marigny ? Les témoignages divergent. En tout cas, le Général entre à l'Élysée par les jardins, le jeudi 29 mai, à 19 h 24 selon les notes des policiers des RG. Il souhaitait éviter les photographes massés à l'entrée de la cour d'honneur. Il ne leur faut pas trop de temps pour se déplacer de l'autre côté.

René Coty l'attend sur le perron, devant la pelouse et les parterres de roses, où il salue les souverains pour les dîners d'État. Deux hommes grands par la taille, un peu plus d'un mètre quatre-vingt-dix pour le Général, un peu moins pour le président, et qui ont conscience à cet instant précis de l'être aussi pour l'Histoire. Voici venue l'heure de Coty, « ce vieux et bon Français », dira de Gaulle, qui « bien qu'il soit depuis longtemps incorporé aux rites et coutumes en usage, veut avant tout servir la patrie », en face de celui qu'il vient de désigner, dans son message au Parlement, comme « le plus illustre des Français », « celui qui, aux années les plus sombres de notre Histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté ».

– Mon général... articule Coty, la voix hachée par l'émotion.

Les deux hommes ont en tête le même sentiment de l'urgence de la situation, la même volonté de sortir de l'épreuve, le même souhait de réformer les institutions. Coty entraîne le Général dans l'aile du palais. Ils restent seul à seul dans son bureau. Sans témoin. De Gaulle demandera les pleins pouvoirs pour six

mois, il mettra en congé le Parlement et préparera une nouvelle Constitution. « Nous nous entendons aussitôt », note de Gaulle.

Après les entretiens « rituels » auxquels consent le Général, le gouvernement est prêt le dimanche matin, 1<sup>er</sup> juin, pour un scrutin d'investiture l'après-midi. Il ne compte encore que seize ministres dont quatre ministres d'État représentant les principales familles politiques, sans négliger la franc-maçonnerie ; en font partie, Pierre Pflimlin, le président du Conseil sacrifié, Guy Mollet, socialiste rallié, Louis Jacquinot, indépendant, et Félix Houphouët-Boigny pour le centre gauche, mais il compte aussi Antoine Pinay, aux Finances, Michel Debré, à la Justice, et Maurice Couve de Murville aux Affaires étrangères. Malraux, qui entre comme ministre délégué à la présidence du Conseil, dit drôlement : « Curieux gouvernement ; c'est fabriqué pour moitié d'un cimetière, pour moitié d'une administration. » Rien qui puisse angoisser les « républicains ». Le scrutin d'investiture est ouvert en fin d'après-midi et ses résultats sont proclamés par le même Le Troquer qui annonçait l'avant-veille que l'Assemblée voterait contre de Gaulle : 329 voix pour le bénévolat, 224 contre. « Vive la République ! » crie un communiste qui ne croit pas si bien dire.

À peine la proclamation faite, le général de Gaulle et ses ministres rejoignent en quelques minutes l'Élysée où René Coty les attend. Pour la première fois depuis 1940, le Général emprunte l'entrée du 55 Faubourg-Saint-Honoré. Historique. La cour d'honneur est encombrée de cameramen et de journalistes. Le Conseil des ministres dure quarante-cinq minutes : trois textes examinés, débats ramenés à leur plus simple expression ; d'un jour à l'autre, tout a changé ; après quoi le président de la République offre un verre de champagne puis l'on se sépare.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

son retour de Kaboul, cette phrase jusque-là inimaginable et insensée : « Le Général ? Il n'existe plus. Il est mort<sup>7</sup>. »

Il est encore là. À sa gauche, Michel Debré, la statue du commandeur, le rédacteur de la Constitution, prédécesseur de Pompidou, même âge que lui, « gaulliste souffrant », intransigeant. À sa droite, sa place immuable, André Malraux, ministre d'État, son « ami génial », son « témoin des hautes sphères ».

Quand Georges Pompidou a formé ce gouvernement un an plus tôt, le 6 avril 1967, après les élections ratées, il a procédé à un savant dosage entre gaullistes historiques, Michelet, Schumann ou Guichard, et quelques-uns des siens, républicains indépendants fidèles comme Raymond Marcellin ou André Bettencourt, pour avoir sa liberté de mouvement. Auprès d'un autre gaulliste patenté, Jean-Marcel Jeanneney, ministre des Affaires sociales, il a nommé son poulain, celui qu'il a vu travailler à son cabinet avant qu'il aille conquérir son siège en Corrèze, le cadet assis en bout de table, côté fenêtre : Jacques Chirac, trente-cinq ans, secrétaire d'État à l'Emploi, un poste créé pour lui.

Convoqué dans des circonstances exceptionnelles, pour traiter d'une situation dramatique, ce Conseil commence comme s'il ne se passait rien : une communication sur le régime fiscal de la Nouvelle-Calédonie, une autre sur l'aménagement de la région Nord, avant que Maurice Couve de Murville ne fasse un point sur la situation internationale... Tout de même, Christian Fouchet dresse un panorama des désordres, et Jeanneney complète par ses propres remarques : « Dans les centres hospitaliers, l'anarchie est totale : les patrons ont démissionné et les jeunes se sont soulevés. »

Après un instant de silence, le général de Gaulle demande à chacun des ministres de s'exprimer après qu'il aura lui-même dit

ce qu'il pensait de la situation et ce qu'il entend faire. Un tel tour de table est un fait quasiment unique dans les annales du Conseil. Michel Debré, la mémoire de ce gouvernement, n'en a retenu que deux jusque-là : en 1958, pour choisir le mode de scrutin des députés, en 1962, après la conclusion des accords d'Évian. C'est assez dire l'importance capitale que le Général accorde à la question qu'il va poser et l'envie qu'il a de savoir ce que ses ministres ont dans le ventre en pleine tempête.

« Notre pays, notre société sont emportés par une transformation, avec une étendue et sur un rythme jamais connus, dit-il d'entrée. C'est un pays qui n'a peur ni de la guerre ni de la misère ; mais il assiste à un mouvement, à un progrès qui le dépassent et qui tiennent en un mot : la civilisation technique et mécanique. Alors il est troublé dans tous ses éléments, et notamment dans sa jeunesse.

« Tout cela a commencé dans l'université qui était déjà depuis longtemps dans la pagaille. On aurait pu agir plus vite. Mais on a laissé faire. Désormais, la situation ne peut plus durer. L'État dispose de la force nécessaire à condition de le vouloir.

« Mais il y a des causes. Je ressens un grand désir d'amélioration de la condition de chacun, un grand désir de participer aux décisions, de ne pas être entraîné par la mécanique, les organisations industrielles, les administrations. Mais il y a aussi les obligations de l'État, celle de maintenir l'ordre public, d'assurer le ravitaillement de la population et de veiller à sa santé, de négocier avec les syndicats.

« Il faut donc que l'État agisse, et d'abord moi-même. Le pays doit nous donner un mandat : pour réformer l'université, pour aménager l'économie, pour développer la formation et l'emploi, pour définir l'organisation régionale... Ce mandat doit nous être donné par un référendum. Si c'est "non", alors je m'en

vais ; si c'est "oui", alors les pouvoirs publics le feront. Vous allez maintenant me dire ce que vous en pensez<sup>8</sup>. »

Le Général commence son tour de table par Edgar Faure, ministre de l'Agriculture depuis deux ans. Sa réputation est brillante, mais cette fois il n'a rien à dire. Suit Raymond Marcellin, le Breton chargé du Plan, l'ancien secrétaire d'État placé auprès de Jules Moch lors des émeutes de 1947 : « Le préalable pour que le référendum puisse avoir lieu est que l'ordre soit rétabli », dit-il sans surprise. Quelques minutes avant la réunion du Conseil, il a, se rappelle Alain Peyrefitte, sévèrement critiqué devant ses collègues la faiblesse du gouvernement devant les « agitateurs professionnels » : « On réplique au coup par coup et toujours en reculant ! »

Pierre Messmer, compagnon de la Libération, le ministre des Armées (il l'est depuis neuf ans) : « Le référendum est une issue nécessaire, est-elle suffisante ? À l'université, tout est à reconstruire. Ce qui est en cause, c'est bien l'autorité de l'État. »

De Gaulle : « Le référendum n'exclut pas les élections. »

André Bettencourt, l'un des benjamins, secrétaire d'État aux Affaires étrangères : « J'approuve l'organisation de ce référendum. Car si nous avons su éviter la réaction en chaîne, la situation est très sérieuse dans le pays ; l'immense majorité a besoin d'être rassurée ; il faut lui redonner confiance. »

Jacques Chirac : « Mon général, le référendum est la seule réponse possible à la situation. D'autre part, il faut éviter le pourrissement ; des négociations pourraient être rapidement entreprises avec les organisations syndicales. Naturellement, celles-ci vont nous demander la lune – mais nous pourrions ne leur accorder qu'un quartier de lune. » Déjà du pur Chirac !

Alain Peyrefitte, jeune ministre de l'Éducation nationale (il a quarante-deux ans) depuis un an, après avoir été à l'Information

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

majorité introuvable des élections législatives, une réaction de soutien à sa personne, mais un besoin de retour à l'ordre. Sa légitimité est atteinte.

Le référendum a été fixé au 27 avril. Le dimanche 20, le neveu du Général, le père François de Gaulle, célèbre la messe dans la petite chapelle de l'Élysée remise en état. Au déjeuner qui suit, il confie à ses enfants qu'il n'a plus de doutes quant au résultat du scrutin : la bataille est perdue<sup>18</sup>.

Le mercredi 23, Conseil des ministres. Ce sera donc le dernier. De Gaulle fait le tour de la table du Conseil, salue chacun de ses ministres. Ordre du jour de routine. À la fin, il dit : « Nous nous réunirons en principe mercredi prochain. S'il n'en était pas ainsi, ce serait un chapitre de l'histoire de France qui serait terminé. » Après le Conseil, il retient à déjeuner quelques ministres et collaborateurs. Dans une atmosphère chargée de tristesse, il demeure « impassible, courtois, aimable comme à l'accoutumée<sup>19</sup> ». Après-midi d'audiences. Puis avant le dîner, il fait venir son secrétaire général, Tricot, son directeur de cabinet, La Chevalerie, son chef d'état-major particulier, le général Lalande, et son fidèle Foccart.

– Si c'est « non », dit le Général à Foccart, je resterai à Colombey. Vous savez, de vous à moi, si le « non » l'emporte, j'en serai heureux et soulagé. Ce serait une fin, j'aurai fait ce que j'aurai pu pour mon pays. L'Histoire dira que les Français ne m'ont pas suivi et l'Histoire jugera.

– Mais, mon général, il faut que nous nous battions, il faut que nous gagnions, tente encore Foccart.

– Écoutez-moi bien, n'est-ce pas, je ne rentrerai pas<sup>20</sup>.

Le lendemain, jeudi, il reçoit Michel Debré et lui dit la même chose : « Je n'ai plus d'illusions ; les dés sont jetés. Je n'ai plus qu'à m'en aller. » Puis ce sera au tour du Premier ministre, Maurice Couve de Murville. Il a déjà donné, en secret, ses

instructions pour le déménagement de ses affaires personnelles et de ses archives.

À 8 heures du matin, le vendredi 25 avril, son valet de chambre le réveille comme à son habitude. Mme de Gaulle le remercie. Le petit déjeuner est servi sur un plateau dans la petite salle à manger. On lui sert un café au lait, accompagné de croissants, de brioches et de confiture, avec les journaux. Il fait ensuite longuement sa toilette. Et comme il doit enregistrer en fin de matinée sa dernière allocution télévisée pour le référendum, il en répète le texte tout haut dans sa salle de bains. Puis il consulte les dossiers du jour comme si de rien n'était. À 11 heures, il se rend à la salle des fêtes du palais où a été aménagé le « plateau » entouré de caméras pour son intervention. Toujours impassible. Le voilà maquillé, prêt pour ce dernier message : « Votre réponse va engager le destin de la France, parce que, si je suis désavoué par une majorité d'entre vous [...], je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions. »

– Tout cela ne servira à rien, dit-il de son appel au secrétaire d'État à l'Information, Joël Le Theule, qui assiste à l'enregistrement<sup>21</sup>.

Il quitte la salle des fêtes, remercie les techniciens, puis ses collaborateurs. Et reprend le chemin qui le conduit, par un ascenseur, à ses appartements privés. Il déjeune brièvement avec son épouse. Les bagages sont prêts. L'aide de camp du Général a prévenu Jacques Foccart : « Attendez-le dans le salon d'Argent, c'est par là qu'il va passer. » « Curieuse impression » pour Foccart que d'attendre son héros dans ce salon où l'empereur avait abdiqué en 1815. Mais ce salon d'Argent se trouve au pied de l'escalier qui mène aux appartements privés. Et il donne sur le jardin où attend la DS noire, moteur allumé, conduite par le chauffeur du Général, Paul Fontenil.

– Alors, qu'y a-t-il ? demande de Gaulle à Foccart.

Celui-ci a les derniers sondages : celui de l'IFOP donne une majorité de « non », mais plus faible, et celui des Renseignements généraux conclut à une majorité de « oui ». De Gaulle n'en croit rien, laisse paraître un sourire las, serre chaleureusement la main de son fidèle et suit son épouse vers la voiture. Celle-ci va emprunter le même parcours côté avenue Marigny qui avait été le sien au matin du mercredi 29 mai 1968 quand le Général avait subrepticement disparu. Mais, cette fois, il ne prendra pas l'hélicoptère ; trop de vent. Il ira chez lui par la route.

Le commandant militaire du palais fait amener les couleurs qui flottaient sur le toit de l'Élysée.

[1](#)- Maurice Grimaud, *En mai fais ce qu'il te plaît*, Paris, Stock, 1977.

[2](#)- Christian Fouchet, *Au service du général de Gaulle*, Paris, Plon, 1971.

[3](#)- Jacques Chirac, *Chaque pas doit être un but. Mémoires*, tome 1, Paris, Nil, 2009.

[4](#)- Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris, Fallois/Fayard, 2000.

[5](#)- *En mai fais ce qu'il te plaît*, *op. cit.*

[6](#)- Jacques Foccart, *Le Général en mai*, Paris, Fayard, 1998.

[7](#)- Témoignage d'Éric Roussel dans sa biographie, *Pompidou*, Paris, JC Lattès, 1994.

[8](#)- Verbatim du Conseil des ministres. Archives nationales.

[9](#)- Michel Debré, *Entretiens avec le général de Gaulle*, Paris, Albin Michel, 1993.

[10](#)- *De Gaulle, mon père*, *op. cit.*

[11](#)- Georges Séguy, *Le Mai de la CGT*, Paris, Julliard, 1972.

[12](#)- Entretien à *Valeurs actuelles*, 16 juin 1990.

[13](#)- *De Gaulle, mon père*, *op. cit.*

[14](#)- Témoignage du général de Boissieu à Jean-Louis Guillaud pour son film *L'Étrange Voyage du général de Gaulle*.

[15](#)- Selon le général Massu, c'est aussi à ce moment-là que de Gaulle a décidé de procéder à une amnistie pour les officiers impliqués dans les événements d'Algérie.

[16](#)- Jean Mauriac, *Le Général et le journaliste*, Paris, Fayard, 2008.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Et pourtant, malgré cette querelle, Pompidou et Chaban vont gouverner ensemble. D'abord parce que leurs choix en matière économique et financière sont identiques (notamment la dévaluation du franc qui solde, en août 1969, les hausses de salaires négociées en mai 1968), ensuite parce que le chef de l'État entend faire la démonstration de la stabilité des institutions. Sans oublier que l'ombre silencieuse du général de Gaulle, retiré à Colombey, continue de planer.

Jusqu'au matin du 10 novembre 1970 où Georges Pompidou apprend par son chef d'état-major particulier que le Général s'est éteint la veille au soir. Nouvelle blessure, il n'a été informé par aucun membre de la famille – bien qu'il ait en sa possession le testament politique personnel du Général. À la télévision, il adresse alors aux Français ce message : « Le général de Gaulle est mort, la France est veuve... Promettons à la France de ne pas être indigne des leçons qui nous ont été dispensées. Et que dans l'âme nationale de Gaulle vive éternellement. »

Avec Chaban, il part pour Colombey s'incliner devant la dépouille de celui qui fut son chef et son héros. Mme de Gaulle fait refermer le cercueil avant que Georges Pompidou n'arrive pour se recueillir devant la dépouille du Général. Il n'aura pas été admis à voir le Général sur son lit de mort. Le 18 juin précédent, il n'avait pas été autorisé à pénétrer dans la crypte du Mont-Valérien, haut lieu de la Résistance.

Quelques mois plus tard paraîtra le second tome des *Mémoires d'espoir* dont le Général a pu achever deux des sept chapitres prévus. Au début de ce deuxième chapitre figure en une page ce que Pompidou interprétera, selon son biographe Éric Roussel, comme sa propre « exécution » ; le Général raconte comment il a fait sortir de l'ombre, le 14 avril 1962, celui qu'il a nommé Premier ministre : « Voilà donc que ce néophyte du forum, inconnu de l'opinion jusque dans la

cinquantaine, se voit soudain, de mon fait et sans l'avoir cherché, investi d'une charge illimitée, jeté au centre de la vie publique, criblé par les projecteurs concentrés de l'information. Mais, pour sa chance, il trouve au sommet de l'État un appui cordial et vigoureux, au gouvernement des ministres qui, dévoués à la même cause que lui, ne lui ménagent pas leur concours, au Parlement une majorité compacte, dans le pays une grande masse de gens disposés à approuver de Gaulle. »

Ce qui signifie que Georges Pompidou n'a existé qu'à travers le Général. Celui-ci disparu, il doit exister par lui-même. Il réagit : « L'horloge mondiale ne s'est pas arrêtée au mois d'avril 1969. »

\*

L'année 1971 sera l'apogée de sa présidence. Son but : « faire de la France un véritable pays industriel, donner à l'économie française une dimension internationale ». Il l'avait annoncé avec élégance en arrivant à l'Élysée : « Les peuples heureux n'ayant pas d'histoire, je souhaiterais qu'on lise dans les manuels d'histoire que de 1969 à 1976 [terme normal de son septennat], la France a connu une période d'expansion, de modernisation, d'élévation du niveau de vie ; que grâce au progrès économique et social, elle a connu la paix extérieure, que l'étranger l'a respectée parce qu'il voyait en elle un pays transformé, économiquement fort, politiquement tourné vers la paix... »

Il se concentre entièrement sur l'expansion industrielle, condition de l'indépendance nationale, et la construction européenne. Il multiplie les Conseils restreints consacrés à l'industrie, développe l'investissement et la recherche, veut doubler, tripler le réseau des télécommunications, le parc

automobile et le réseau des autoroutes, lance le parc de centrales nucléaires et la fabrication de l'Airbus, atteint des records en matière de construction de logements... Taux de croissance annuel : entre 4 et 6 % ; croissance de l'investissement industriel : 7,5 % en moyenne !

Puisqu'il s'agit de rendre nos industries à la fois exportatrices et plus performantes, un grand espace économique européen est indispensable : d'où la négociation qu'il conclut avec le Premier ministre britannique, Edward Heath, conservateur proeuropéen, en vue de faire adhérer la Grande-Bretagne au Marché commun. En mettant fin à la politique de « blocus continental » dont les Anglais s'estiment les victimes, il se donne l'ambition de bâtir une « Europe des pays unis » indépendante des deux grandes puissances ; il voit loin : l'exécutif européen commun, le Parlement, la monnaie commune. Il s'en explique auprès de Richard Nixon et de Léonid Brejnev.

La tâche accomplie paraît si brillante qu'il en oublie sa maladie. Mais à la fin de l'année 1971, la voici qui réapparaît. Le 6 décembre, conformément à la tradition, six cents enfants sont invités à l'arbre de Noël de l'Élysée où les attendent Henri Salvador et Mireille Mathieu – et le président de la République accompagné par sa femme. Mais très vite, le président doit les quitter. « Si le travail, c'est la santé, dit-il tout sourire aux enfants, il faut croire que je ne travaille pas beaucoup car je suis grippé et fatigué. »

Une grippe, ce n'est rien – mais cela peut camoufler beaucoup de choses, une grippe. Certains chuchotent. Il donne le change en travaillant. « Je fais mon métier », dit-il à Philippe de Saint Robert<sup>7</sup>. Croyant pouvoir tirer profit de cette année 1971 si positive, il décide d'organiser, au printemps suivant, un référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

est absurde. On entre par les chambres ; on sort par la salle à manger. On ne peut y être malade. Si on l'est, il faut se faire hospitaliser. Je couche quai de Béthune. J'étudie mes dossiers, je reçois mes collaborateurs et je tiens mes engagements. Je limite mes contacts à ce qui est nécessaire... »

Comme pour corriger des propos trop graves par une note d'ironie qui lui convient mieux, il termine ces « deux ou trois mots » en insistant : « Soyez tranquilles, si j'ose dire : comprenez que c'est peu agréable. Si je vais me reposer quelques jours, ce ne sera pas nouveau. Alors, on verra bien. J'ai le ferme espoir d'embêter encore tout le monde<sup>15</sup> ! »

Il se lève, avec beaucoup de mal. Salue du regard ses ministres auxquels il n'a plus la force de serrer la main. Il se retire. Derrière la porte, les huissiers sont là pour l'aider. Il va rentrer quai de Béthune, chez lui. Le surlendemain, vendredi après-midi, il a maintenu son entretien hebdomadaire avec le ministre des Affaires étrangères, Michel Jobert. Celui-ci n'assistait pas au Conseil du mercredi, il prenait part à une conférence à Caracas. Le président ne se lève pas de son siège pour l'accueillir comme il le faisait toujours. Jobert remarque son immense fatigue, même s'il reste attentif à tout.

– Voilà, dit Georges Pompidou, à la fin de leur discussion, je vais partir pour trois jours. Trois jours, n'est-ce pas. Et comme cela, je verrai si je vais mieux.

Il a dit trois jours. Le samedi 30 mars, il part se reposer dans sa maison d'Orvilliers, à un peu plus d'une heure de Paris. La souffrance devient insupportable. La nuit a été dure ; il est à peine capable de se lever le dimanche ; il est obligé de se recoucher avant le déjeuner. Le soir, il est foudroyé par une septicémie. Le lundi matin 1<sup>er</sup> avril, Édouard Balladur appelle Pierre Messmer pour lui dire que le président est au plus mal et

que son audience est annulée. Au début de l'après-midi, une ambulance vient chercher le président pour le reconduire quai de Béthune ; il est quasiment inconscient. Au cours d'une brève période de lucidité, il reçoit Pierre Juillet. Le président de la République a-t-il alors convenu avec son plus proche conseiller qu'il n'était plus en mesure d'exercer sa charge et qu'il devrait s'adresser au pays ? Pierre Messmer, à Matignon, Jacques Chirac, au ministère de l'Intérieur, se tiennent en alerte. Chirac se rend quai de Béthune pour y interroger les médecins et rentre place Beauvau. Rien ne filtre encore. À 4 heures du matin, dans la nuit du mardi 2, Pierre Juillet appelle Pierre Messmer de l'Élysée : « Il n'y a plus d'espoir », dit-il. Son téléphone raccroché, il rejoint Matignon où l'attendent Messmer et Chirac. Les trois hommes confèrent ; il est 4 h15 ; ils savent qu'il faut se préparer à l'inévitable.

Leur président va mourir ; il va falloir quitter l'Élysée en vingt-quatre heures, laisser la place au président du Sénat, Alain Poher, qui va assurer l'intérim avec son cabinet, Poher l'adversaire du président en 1969. Et puis, il y aura l'élection présidentielle – comment empêcher Chaban ? Avant toute chose, mettre à l'abri les archives de la présidence. On ne laisse rien à l'intérimaire. Juillet va charger Jobert au Quai d'Orsay d'organiser le déménagement, et notamment celui des papiers diplomatiques. Dès que possible, Juillet tentera de faire désigner par le président, dans un moment de lucidité, son successeur en la personne de Pierre Messmer.

Mais Juillet n'y arrive pas. C'est trop tard. Le président de la République se meurt. Il n'y a plus qu'à accélérer le déménagement des archives. Aucune trace du « cabinet noir ». Aussitôt après le communiqué annonçant le décès du président, Juillet et Foccart s'affairent autour de l'embarquement des caisses tout juste fermées. Tandis qu'une foule de reporters de

radio et de télévision envahit la cour d'honneur de l'Élysée, à la recherche d'informations, Juillet, à l'écart de cette agitation, n'a plus qu'un souci immédiat à cette heure-là de la soirée, joindre le patron des services de Renseignements, Alexandre de Marenches.

Georges Pompidou l'avait nommé à la tête du SDECE, quelques mois après son élection. C'est un géant, un mètre quatre-vingt-dix, cent kilos, surnommé Porthos, officier de cavalerie pendant la guerre, aide de camp du maréchal Juin, chargé de toutes sortes de missions après guerre du côté des Américains, que Pompidou a engagé afin de remettre debout des services démolis par l'affaire Ben Barka (l'enlèvement et la disparition de l'opposant marocain). Pensait-il aussi à l'affaire Markovic ? « Je n'y ai jamais été mêlé, jamais », dira Marenches.

Juillet est son correspondant à l'Élysée. Il l'appelle sur son radiotéléphone :

– J'ai besoin de vous pour une mission tout à fait confidentielle : il faudrait ouvrir son coffre-fort privé dont on a bien entendu perdu la clef. Seuls les services spéciaux savent ouvrir les coffres-forts en toute discrétion.

Marenches accourt donc à l'Élysée avec son « serrurier ». Sa voiture se présente à l'angle de l'avenue Gabriel et de la rue de l'Élysée : quelques appels de phares ; les gendarmes, prévenus, ouvrent la grille de la porte. La voiture pénètre discrètement à travers les bosquets et les pelouses. Marenches descend, accompagné par son spécialiste, se dirige vers le salon d'Argent où il est attendu, traverse la pièce, entre dans un petit bureau situé à l'arrière, et emprunte l'escalier dérobé qui le conduit dans l'appartement du président d'où il se dirige vers sa salle de bains. C'est là qu'a été scellé le coffre personnel du président défunt.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

interrompus dans nos propos par un éclat de rire de ma femme. Je lève la tête et je vois le Général visiblement gêné, donnant deux ou trois coups de menton en l'air.

« Lorsque le dîner terminé, nous avons regagné le palais du Luxembourg, j'ai demandé à ma femme ce qui avait pu provoquer son hilarité et la contrariété visible du Général.

– C'est simple, dit-elle, au cours de la conversation, nous avons évoqué quelques personnalités de l'Union française et notamment Léopold Senghor, à propos de son récent mariage. C'est alors qu'il m'a déclaré : "Je n'ai pas compris ce mariage de Senghor avec une Normande..." Sur le moment, j'ai été suffoquée, puis je lui ai répondu en éclatant de rire : "Tiens ! Et pourquoi donc ? Personnellement, je suis mariée à un homme de couleur et je ne m'en porte pas plus mal..." C'est alors qu'il a compris qu'il venait de faire une gaffe. Cela prouverait, a poursuivi mon épouse, qu'il ne te considère pas comme un Noir !

« Je suis persuadé, ajoute Monnerville, que si j'avais encore été au Sénat lors du référendum [de 1969], sachant que j'allais occuper l'Élysée, le général de Gaulle n'aurait pas démissionné. »

Vraie ou arrangée, l'anecdote ne vaut que par celui qui a voulu la rappeler. On ne sait jamais le rôle que peuvent jouer de petites blessures intimes dans de grandes décisions. Toujours est-il qu'après le vote de la censure par l'Assemblée, le 5 octobre 1962, laquelle entraînera *ipso facto* la démission du gouvernement de Georges Pompidou, le chef de l'État doit, conformément à la Constitution, consulter les présidents des deux Assemblées, Chambre et Sénat, avant de prendre le décret de dissolution. Il reçoit donc Monnerville à l'Élysée – mais sans lui serrer la main et pour un entretien qui n'excédera pas

quelques minutes. De ce jour, le président du Sénat est mis en quarantaine. Il ne reviendra plus à l'Élysée.

L'après-midi du vendredi 7 décembre suivant, le gouvernement Pompidou, issu de la victoire électorale, est réuni en Conseil. À l'issue, Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, reçoit les consignes et confidences du Général :

– Il faut que je laisse derrière moi un État qui soit solide sur ses jambes, lui dit-il. Le Sénat est un talon d'Achille. J'avais pensé à l'opérer plus tôt. Mais, cette année, avec la fin de la guerre d'Algérie et le référendum sur l'élection présidentielle, nous avons eu assez d'agitation comme ça. Laissons cicatriser un peu. Puis il faudra détruire ce Sénat ou en tout cas le transformer.

Georges Pompidou dit à son tour à Peyrefitte :

– Laissez donc filtrer que les rapports avec le Sénat s'amélioreront dès lors que le Sénat liquiderait Monnerville. Il faut tenir personnellement Monnerville à bout de gaffe et faire courir le bruit que le Sénat va être supprimé s'il ne s'en va pas<sup>5</sup>.

De Gaulle et Pompidou n'en démordent pas : tant que Gaston Monnerville restera son président, le Sénat sera au piquet. Cela durera pendant six longues années, jusqu'en 1968. Les événements de mai conduiront le Général à différer le référendum qu'il avait annoncé, il n'y a pas renoncé. Il veut toujours organiser la décentralisation et transformer le Sénat en chambre des régions : il va finir par le faire. Et puis, le mandat du président du Sénat arrive à son terme à la fin du mois de septembre 1968. Son renouvellement doit intervenir le 2 octobre. Monnerville préside cette assemblée depuis vingt et un ans ; à soixante et onze ans, il estime le temps venu de passer la main, sans omettre de définir les critères d'un « bon président » : non seulement un sénateur de « compromis », de sensibilité « européenne », mais aussi quelqu'un qui puisse

résister au Général... Pourquoi pas Alain Poher, alors président du Parlement européen que l'Élysée ignore avec superbe ?

– Vous avez été résistant, dit Monnerville à Poher, au moins de Gaulle vous écouterait. Vous ne pouvez pas vous soustraire à cette mission.

Jean Lecanuet, le candidat du centre contre de Gaulle à l'élection présidentielle de 1965, tente lui aussi de décider son ami Poher mais en lui expliquant au contraire :

– Si tu es élu, tu ne parviendras pas à convaincre de Gaulle de changer d'avis. Son référendum aura donc lieu.

– C'est à craindre, en effet, glisse Poher.

– La suite, je peux te la décrire : de Gaulle perdra son référendum et il partira.

« Comme je le regardais avec surprise, écrit Poher dans ses souvenirs, Lecanuet poursuivit calmement : “Tu assureras l'intérim et tu seras obligé d'être candidat à la présidentielle.” » Le destin était tracé ! Poher est élu président du Sénat dès le premier tour de scrutin à la fin du mois de septembre 1968. Puisque Monnerville a cédé la place, une partie de la sanction prise à l'Élysée est levée : avant de décider de la date du référendum, le Général reçoit, dans son bureau, le nouveau président, Alain Poher, le 17 janvier 1969.

Le Général a devant lui l'héritier de Schuman et le successeur de Monnerville, ses deux bêtes noires. « Il m'impressionne », dira Poher avec simplicité. Un Poher qui cherche à « placer un mot » de temps en temps :

– Il serait bon, dit-il par exemple, qu'il y ait une chambre de réflexion pour contrebalancer dans un sens ou dans l'autre les décisions de l'Assemblée nationale.

– Mais vous en serez président, de ce nouveau Sénat, rétorque de Gaulle, vous en ferez ce que vous voudrez !

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

est coupée, l'identification ne peut plus être assurée que par la voix, ou par un message. Ni l'une ni l'autre ne sont totalement fiables. D'où la nécessité de recourir à un code d'identification. »

C'est le « mode d'emploi » atomique, l'enveloppe scellée, le médaillon que le chef de l'État porte sur lui ou à proximité, qui permet d'authentifier celui qui, seul, au sommet de la chaîne de commandement, peut « donner l'ordre de déclencher le feu nucléaire ». C'est bien Jupiter, dieu des dieux, détenteur de la foudre du ciel. Un pouvoir intimidant. Valéry Giscard d'Estaing a exercé tous les autres, les Finances, le Budget, l'Économie, l'autorité sur les hommes, mais celui-là, malgré dix-huit années de carrière politique, dont neuf passées au gouvernement, ne lui est pas familier. Il y a encore là bien des secrets, des raisonnements, un langage qu'il ne connaît pas ou qu'il n'a pas acquis.

En arrivant à l'Élysée ce lundi matin, Valéry Giscard d'Estaing a été accueilli, à sa demande, par le *Chant du départ*, la République nous appelle, symbole de la filiation révolutionnaire de nos institutions ; officiellement investi, il s'est rendu dans les jardins, et là c'est la *Marche consulaire*, souvenir impérial interprété par la musique de la Garde, qui l'a accompagné, avant qu'il ne passe en revue le détachement d'un escadron du 2<sup>e</sup> régiment de dragons, son régiment, au sein duquel il s'est battu en Alsace, l'hiver 1944-1945, quand il avait dix-neuf ans. Puis, comme tous les présidents de la République, il est parti s'incliner sous la voûte de l'Arc de triomphe, élevé à la gloire de l'armée française. Si l'Élysée est une maison militaire, la France est aussi une nation militaire. Et de tout temps, le président de la République a été le chef des armées. Son initiation vient de commencer.

Le premier visiteur étranger qu'il appelle à venir le voir sans perdre un instant c'est l'Allemand Helmut Schmidt, son aîné de huit ans (il est né à Hambourg un mois après l'armistice du 11 novembre 1918), son ami presque intime, celui avec qui il se sent le plus en confiance. Or celui-ci vient d'être élu à la tête de l'exécutif fédéral, la chancellerie allemande, quasiment en même temps que VGE en France : le 16 mai. Certes Schmidt est un social-démocrate, mais il se défend d'être un « socialiste » à la française, et s'il est connu pour sa « grande gueule », son entrée au gouvernement de Willy Brandt, au mois d'octobre 1969, lui a appris à modérer ses expressions et à devenir un pragmatique dans l'action.

En passant près de trois ans au ministère de la Défense, Schmidt a acquis une forte expertise dans le domaine militaire tout en se constituant un puissant réseau de relations dans le monde ; puis il a succédé à Karl Schiller au ministère des Finances, en juillet 1972, et c'est là qu'ils ont fait connaissance, Giscard et lui. En particulier au sein de ce club très fermé, le club des cinq ministres des Finances des premières puissances de la planète (États-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne et France) réunis à l'initiative du secrétaire au Trésor américain, George Schultz, dans la bibliothèque de la Maison Blanche – d'où son nom de « Library Group ».

Les deux hommes vont se découvrir bien des affinités, tant en politique économique qu'en diplomatie : un mondialisme avant la lettre où les échanges commerciaux jouent le premier rôle pour assurer la stabilité des relations internationales. Ils siégeront côte à côte au sein du comité d'action pour les États-Unis d'Europe sous l'inspiration de Jean Monnet. Durant ces années 1972-1974, ils vont devoir affronter ensemble le choc pétrolier, l'affaissement américain au Vietnam, la perte de

confiance des États-Unis, et en sens opposé, le rebond de la puissance et des prétentions soviétiques.

– Nous nous téléphonons souvent, dit Giscard. Ils se parlent en anglais, sans passer par le truchement d'interprètes.

Quatre jours tout juste après son installation à l'Élysée, le vendredi 31 mai, le tout nouveau président de la République entraîne donc son ami Helmut Schmidt et lui fait les honneurs de la maison avant de le conduire à son bureau du premier étage. Il n'a pas voulu du salon doré du Général, pas question de s'asseoir dans le fauteuil qui fut celui de De Gaulle : « Acte sacrilège ! » Il a choisi le salon d'angle, à l'est, inondé de lumière grâce à ses quatre fenêtres donnant sur le parc et sur la roseraie, ancien bureau tantôt du directeur de cabinet de la présidence, tantôt de son secrétaire général adjoint. Il vient tout juste d'y faire installer, dos à la cheminée de marbre blanc, le bureau plat XVIII<sup>e</sup> en acajou, signé Riesener, qui était le sien au ministère des Finances. Il a posé dessus son « fétiche », la pendule de son arrière-grand-père Agénor Bardoux, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sous la présidence de Mac-Mahon<sup>2</sup>.

Au moment où débute ce premier entretien entre les deux chefs des exécutifs français et allemand, le président des États-Unis, Richard Nixon, n'a pas encore démissionné, mais il vacille sous les coups du scandale des écoutes du Watergate, tandis que l'Union soviétique prépare le déploiement, à partir de son territoire, d'un nouveau missile stratégique de quatre mille kilomètres de portée – donc destiné au champ de bataille européen – le SS 20, à trois têtes nucléaires. Une étroite coordination franco-allemande n'en est que plus nécessaire en face du danger. Et là, en fin de conversation, selon le récit que

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

question : « Contre qui les armes nucléaires françaises sont-elles dirigées ? » Et il avait répondu sans se laisser impressionner : « Notre défense reste nationale. » Malgré sa claustrophobie, il est descendu à bord d'un sous-marin nucléaire, *Le Terrible*, la veille du jour où il est allé symboliquement se recueillir sur la tombe du général de Gaulle, pour le quatrième anniversaire de sa mort. « Chaque détail des moteurs, de la coque et des missiles de ces sous-marins, a été conçu et fabriqué par nos ingénieurs et nos techniciens, dira-t-il fièrement. Dans la mise au point et le déploiement de sa force de dissuasion stratégique, la technologie française a démontré une capacité exceptionnelle. »

\*

L'armée, c'est d'abord l'armée de terre. Giscard savait qu'il y avait de l'agitation dans ses rangs, que quelques rescapés de 1968 avaient lancé un « appel des cent » contre le service national. Le tout premier défilé du 14 juillet 1974 était l'occasion d'apporter des changements dans l'ordre de l'image et de souligner son attachement aux armées. Fête nationale et fête militaire se confondaient depuis la décision prise par décret, le 6 juillet 1880, sous la présidence de Jules Grévy. Les troupes défilaient alors à Longchamp et cela dura jusqu'en 1914. En 1919, le défilé de la victoire fut déplacé aux Champs-Élysées où il demeura pendant vingt ans ; interrompu par la Seconde Guerre mondiale, il reprit en 1945 sur la même avenue. Le nouveau président de la République voulait le déplacer sur un autre parcours : de la Bastille à la République, parce qu'après tout, la fête nationale, c'était la prise de la Bastille, le « *Bastille Day* » comme disent les Américains. Changer de lieu une telle

organisation avec un préavis d'un mois relevait quasiment de l'improvisation.

La gauche trouva le choix heureux (pour *L'Humanité*, la fête nationale prenait une « nouvelle jeunesse »), la droite fut circonspecte. *La Marseillaise* changea de rythme. Le chef de l'État déposa une gerbe, non plus sous l'Arc de triomphe, mais devant la « colonne de Juillet », érigée au centre de la place de la Bastille, pour commémorer les morts des « trois Glorieuses » qui avaient chassé Charles X et installé Louis-Philippe. « Ne tremblons pas dans la crainte de bousculer les habitudes de 1860 », dit le président. Ce devait être, selon son vœu, le défilé de troupes à pied le plus nombreux, treize mille hommes, depuis la Libération.

Mais ces changements n'atténuent pas le « malaise », le premier mouvement de contestation depuis la fin de la guerre d'Algérie. Cela va même loin : le 10 septembre, dans les rues de Draguignan, deux cents appelés du 10<sup>e</sup> régiment d'artillerie manifestent en levant le poing. Le lendemain, ce sont les chasseurs du 22<sup>e</sup> BCA. Des comités de soldats se créent ici et là. Danger.

Le 10 octobre, le chef de l'État réunit un Conseil de défense dans le salon des aides de camp, neuf hauts responsables civils et militaires, ministres des Affaires étrangères, de la Défense, et chefs d'état-major. Il est décidé de transférer 400 millions de francs des crédits d'armement aux soldes des personnels. À côté de la force nucléaire, on reconstituera des unités d'intervention classiques.

Le 24, en conférence de presse, Giscard dit : « Nous devons nous préparer à gérer l'imprévisible. »

L'imprévisible : en Orient ou à l'Est. Mais comment le gérer avec une crise au sein des armées ? Trois mois plus tard, en

janvier 1975, devant six cents officiers de réserve qui l'ont invité à Niort, Bigeard, le général para, commandant la 4<sup>e</sup> région militaire de Bordeaux, se fait ovationner lorsqu'il lance : « C'est le bordel ! Qu'attend le gouvernement pour réagir ? Que fait-il pour l'armée ? Nous sommes injuriés, calomniés, traînés dans la boue et nous n'avons que le droit de nous taire ! On en arrive à inviter les soldats, les sous-officiers, les officiers, à éviter de porter l'uniforme hors des casernes ! Pour ceux qui nous dirigent, l'armée est une force de troisième catégorie, derrière les CRS et la gendarmerie. »

Le « bordel » fait du bruit jusqu'à l'Élysée. Le général Méry adresse à l'auteur de la diatribe un télégramme le priant de se présenter le 30 janvier chez le président de la République.

« Prépare les cantines, le président va me dégager », dit Bigeard à sa femme en prenant le train pour Paris.

Giscard le reçoit en tête à tête. Un grand baroudeur tout intimidé devant le chef de l'État. Parachuté avec la première vague sur Diên Biên Phu, colonel en tenue léopard dans le djebel algérien, soldat de légende et colonial dans l'âme, cinquante-neuf ans, quatre étoiles, Bigeard se demande si sa carrière n'est pas déjà derrière lui... Surprise : entré général dans le bureau de Giscard, il en sort secrétaire d'État aux Forces armées !

– Le moral et la discipline dans les armées, vous connaissez, allez-y, mon général, redonnez-leur confiance, vous aurez ce qu'il faut, lui dit le président.

– Vous me redonnez un coup de jeune ! s'exclame Bigeard qui, « à demi K.-O. », a eu besoin de reprendre son souffle avant de répondre.

« Je n'ai pas encore conscience qu'on vient de me parachuter en pleine jungle<sup>11</sup> », écrira-t-il.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

il était chez lui. Au terme de trente-quatre années de carrière parlementaire, il venait d'atteindre la « plus haute charge » de l'État. Cet aboutissement n'était pourtant qu'un début. « J'ai abordé cette journée avec un rien de préciosité<sup>1</sup>, pour un autre anniversaire, ces vingt-cinq ans de Parlement. Je n'aime pas que les sentiments se paient de mots et m'émeus aux symboles comme si j'avais besoin plus que naguère de percevoir un reflet, aussi ténu soit-il, de la face cachée des choses. C'est peut-être pourquoi je m'accorde avec le Morvan, terre profonde dont les flancs portent les eaux de cent rivières. » Ce n'était pas une journée comme les autres, mais une de celles « où l'on touche du doigt sa propre vérité ».

Il redescendit, sa chemise changée, gardant le même costume. Ensemble, les fidèles et lui échangèrent des sentiments, partagèrent des émotions ; l'un d'eux, plus hardi que les autres, se lança :

– Alors, Président, dit-il comme il en avait jusque-là l'habitude, on peut savoir ce qu'il vous a dit ce matin ?

« Il », c'était Giscard. La question portait sur leur entretien en tête à tête du début de matinée. Ces quarante-cinq minutes où s'était fait l'échange des « secrets d'État ». François Mitterrand se redressa dans son fauteuil avec l'œil gourmand de celui qui, investi du pouvoir, savait déjà ce que les autres ne savaient pas. Il détacha néanmoins quelques sujets de cet entretien : Giscard lui avait décliné quelques informations de nos services de renseignements prévoyant la mort prochaine de Brejnev, les projets de l'Égyptien Sadate pour démolir son voisin Kadhafi ; il évoqua aussi le dossier de grâce d'un condamné, la coopération nucléaire secrète avec les États-Unis. Et là, François Mitterrand s'interrompit :

– Au fait, où ai-je mis l'enveloppe ?

Il passa ses mains dans ses poches, intérieures, extérieures, fouillant les unes et les autres. Il se rassura : elle était bien dans son veston, à la place du portefeuille, et il la tira de la poche : c'était une enveloppe blanche carrée, un peu jaunie, comme si elle avait vieilli dans un tiroir ou dans un coffre ; elle était fermée par des bandes de papier adhésif croisées.

– Ah ! C'est ça, dit-il : les codes nucléaires. Il m'a donné les codes.

Il fit alors un autre mouvement sur sa poitrine : car il portait aussi sur lui le médaillon. Il l'enleva en le passant autour de sa tête et montra aux novices ce totem qu'il avait porté toute la journée : cette petite boule creuse pendue au collier. Il n'avait pas passé le collier de grand maître de la Légion d'honneur durant la cérémonie d'investiture, mais il avait accepté celui-là : le chef de l'état-major particulier de Giscard lui avait confié que ce médaillon contenait son identification pour pouvoir transmettre un ordre d'engagement aux forces nucléaires. Ce médaillon contenait donc la preuve de son pouvoir suprême, celui du chef de l'État, chef des armées.

Encore fallait-il pouvoir l'ouvrir.

Il le prit entre ses doigts et tenta de le dévisser. N'y parvenant pas, il le coinça entre ses dents. La petite boule résistait. Cela fit rire autour de lui. Il appela un huissier :

– Voulez-vous me trouver une pince, s'il vous plaît.

On pouvait tout demander à un huissier de l'Élysée. Mais c'était bien la première fois que le président de la République demandait que l'on veuille lui apporter un outil dans un salon du palais.

Il fallut un moment.

L'huissier revint, portant la pince demandée. François Mitterrand le remercia, prit l'outil d'une main, et de l'autre ce

petit sceptre de l'autorité moderne. Il fit tourner le couvercle de la capsule et l'ouvrit, enfin.

Le médaillon était vide.

Le président sortant le savait-il ? Avait-il eu la curiosité lui aussi de l'ouvrir ? Avait-on omis de modifier l'identification et de recharger le médaillon ? Pensait-on qu'il le ferait lui-même ? Nul ne le sut. Mais lui qui était si sensible aux symboles ne pouvait pas ne pas interpréter cela comme un signe : la République lui laissait un pouvoir vacant ; cette chaise vide abandonnée par Valéry Giscard d'Estaing l'avant-veille au soir dans une mise en scène filmée par la télévision. Le dernier président de la République socialiste, Vincent Auriol, avait quitté l'Élysée vingt-sept ans avant ; aucun ministre de gauche n'y était entré pour un Conseil des ministres depuis vingt-trois ans. Avec lui, la gauche rentrait d'exil. Tout restait à faire.

\*

« Nous avons tant à faire ensemble, tant à dire aussi... » C'est à Château-Chinon qu'il l'a déclaré, le soir du 10 mai 1981. Pourquoi Château-Chinon ? Parce que c'est sa circonscription et sa mairie ; mais pourquoi ce lieu-ci, lui qui est né en Charente et habite Paris ? C'est qu'il n'a guère eu le choix ; on lui offrait la Nièvre ou la Vienne, Nevers ou Poitiers. C'était en 1946 ; l'année précédente, il avait été battu aux élections de l'Assemblée constituante dans une circonscription parisienne. Il s'était alors adressé à Henri Queuille, le radical socialiste corrézien, vingt-trois fois ministre sous la III<sup>e</sup> République, à nouveau ministre du général de Gaulle, « qui avait fait de la modestie, de la discrétion et de l'immobilisme des armes politiques redoutables<sup>2</sup> ». Queuille lui avait donc suggéré

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Le matin même, dans la salle des fêtes de l'Élysée, le général André Biard, grand chancelier de la Légion d'honneur, lui avait présenté le collier de grand maître<sup>18</sup>. Puis François Mitterrand avait prononcé ses premières paroles de président de la République devant ses trois cents invités tandis que l'on tirait vingt et un coups de canon le long des berges de la Seine : « La majorité sociale vient de s'identifier à la majorité politique... La France peut éclairer la marche de l'humanité. »

Parmi toutes ces personnalités amies, il y avait Pierre Mendès France, assis au premier rang, courbé en deux, les larmes aux yeux. En le serrant dans ses bras, Mitterrand lui avait glissé ces mots : « Sans vous, rien n'eût été possible. » C'était bien l'heure des hommages. Avec lui, les relations n'avaient jamais été simples. Les deux hommes avaient pourtant été comme fascinés l'un par l'autre au début de leur carrière politique ; ils étaient d'accord sur tout, et Mendès, président du Conseil, avait fait de lui son ministre de l'Intérieur, le 19 juin 1954. Mais un accident s'était produit le 10 juillet, l'« affaire des fuites » : on avait retrouvé des informations relevant de la défense nationale dans les papiers du parti communiste. D'où venaient ces fuites ? Le nom de François Mitterrand avait été cité. Mendès avait-il accordé foi à ces accusations ? Bizarrement, il n'avait pas informé son ministre des « révélations » dont il avait eu connaissance ni de l'enquête discrète qu'il avait demandée ; sans doute voulait-il garder le secret pour protéger son gouvernement, mais Mitterrand l'apprit et il en fut blessé. « Certes, dira-t-il, quand il eut connaissance de cette terrible charge, il tarda à me prévenir. Il préféra mettre ce rapport qui m'incriminait de côté plutôt que de m'en donner connaissance<sup>19</sup>. »

Leurs routes s'étaient à nouveau croisées durant les événements de mai 1968, mais l'un et l'autre ne faisaient plus la

même analyse de la situation ; ensuite, Mitterrand s'était plongé dans l'action pour refaire l'unité du parti et aller au sommet du pouvoir, tandis que Mendès s'était réfugié dans son statut de « grande conscience » de gauche.

Maintenant, il fallait entrer dans le vif du sujet. Le président de la République venait de nommer Pierre Mauroy Premier ministre ; il l'avait pris sous le bras et ils avaient ensemble remonté les Champs-Élysées vers l'Arc de triomphe. Le député maire de Lille et celui de Château-Chinon avaient scellé leur alliance exactement dix années plus tôt, au mois de juin 1971, à ce congrès socialiste d'Épinay, qui avait marqué le début de l'ère moderne... Il était grand, rassurant et réaliste le patron de la fédération du Nord, l'enfant de la SFIO, cet enseignant fils d'instituteur.

En redescendant de la cérémonie de l'Arc de triomphe vers l'Élysée où se préparait, à 13 heures, un déjeuner de deux cents couverts avec les grands de l'Internationale socialiste, l'Allemand Willy Brandt, le Suédois Olof Palme, l'Autrichien Bruno Kreisky, le Portugais Mario Soares, la Grecque Mélina Mercouri, et quelques écrivains amis, Gabriel García Márquez, Carlos Fuentes, William Styron, Elie Wiesel, Pierre Mauroy tenta de retenir l'attention de François Mitterrand un instant – au moins, personne ne les écoutait – pour lui parler du franc qui était en train de filer. « Non, pas maintenant... » coupa le président. Ce n'était pas décent. La gauche n'arrivait pas pour dévaluer.

\*

Déserté par la présidence précédente, le palais n'était plus tenu que par deux personnes quand s'organisa la passation des

pouvoirs, le secrétaire général, Jacques Wahl, et un préfet, Michel Mosser. « Les bureaux étaient vides<sup>20</sup>, se souvient Michel Charasse : il n'y avait personne, plus rien, ni papier, ni gomme, ni crayon, ni trombone ! » Valéry Giscard d'Estaing n'avait laissé qu'une chemise verte sur son bureau contenant une lettre pour son successeur dans laquelle il expliquait que, compte tenu des circonstances, il ne se sentait plus en mesure de statuer sur le sort du condamné à mort Philippe Maurice qui avait sollicité sa grâce. Celui-ci sera gracié quelques jours plus tard, en préface à l'abolition de la peine capitale.

François Mitterrand procède aux premières nominations de l'équipe présidentielle : Pierre Bérégovoy comme secrétaire général de la présidence, André Rousselet comme directeur de cabinet, Jean Glavany comme chef de cabinet, Jacques Attali comme conseiller spécial, et, sur le conseil de son frère le général Jacques Mitterrand, il désigne le général Jean Saulnier pour être son chef d'état-major particulier.

– On ira ensemble au PC Jupiter, dit Mitterrand au général Saulnier. Mais est-ce urgent ? Puis-je prendre deux ou trois jours ?

– Non, dit Saulnier, ce n'est pas urgent. En cas de nécessité, tout est prévu.

François Mitterrand laisse le bureau de Giscard à son directeur de cabinet, Rousselet ; lui-même reprend celui du Général. Trop heureux de prendre la place de celui qu'il aura combattu du début à la fin ? « Ce bureau<sup>21</sup>, explique-t-il, est plus beau, plus central et, à mon avis, plus commode quoique au premier étage. Ce bureau est dans l'axe du palais et du jardin, dans un style très achevé. N'y voyez pas autre chose. J'aurais préféré m'installer au rez-de-chaussée pour communiquer avec le jardin. Mais rien n'était prévu pour cela. » Bien qu'il ne faille pas y voir autre chose, ce salon doré reste le bureau du pouvoir.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

déjeuner, ou au dîner, selon les récits. Celui qui en a pris l'initiative n'a rien d'un homme du Renseignement puisqu'il s'agit de Pierre Mendès France, mais il en a amené un avec lui, ce François de Grossouvre, médecin, industriel, ancien du maquis de la Chartreuse et accessoirement honorable correspondant de « ces messieurs ».

Aviateur pendant la guerre, Mendès l'a connu par ses amitiés de la Résistance et l'a fait affecter en 1944 comme médecin militaire dans l'armée de l'air. Depuis quelques années, Grossouvre, qui est issu d'une famille de l'Allier, a repris l'affaire sucrière de son beau-père. Mendès veut lui faire connaître Mitterrand en ces temps où la bourrasque gaulliste a tout emporté et où le sénateur de la Nièvre cherche à renforcer des réseaux politiques quelque peu clairsemés pour le jour où il sera possible d'affronter le Général avec une chance d'obtenir un résultat. Grossouvre a quarante et un ans et François Mitterrand représente exactement le genre d'homme et d'aventure qu'il recherche.

Les deux François se découvrent et s'apprécient. Mêmes origines provinciales, catholiques et droitières, même engagement dans la Résistance de droite, passage par Vichy pour Mitterrand, par le Service d'ordre légionnaire de Darnand pour Grossouvre... pour le reste, les goûts diffèrent, mais ce n'est pas l'essentiel. Comme dans tout roman, le hasard des circonstances fait le reste.

Quelque temps plus tard en effet, le jeudi 15 octobre 1959, après avoir dîné chez son vieux camarade Georges Dayan, François Mitterrand passe par la brasserie Lipp avant de rentrer chez lui, rue Guynemer. Se sentant suivi, il évite de prendre le chemin le plus direct. Parvenue avenue de l'Observatoire, près du carrefour de la rue Auguste-Comte, sa Peugeot 403 est prise en chasse par une autre voiture. Et voilà qu'on décharge sur son

véhicule une rafale de mitrailleuse ! On relèvera sept impacts de balles de neuf millimètres sur sa carrosserie. Pour échapper aux tirs, il a eu la présence d'esprit de sauter dans les jardins de l'Observatoire. Attentat ! Émotion générale, gros titres dans les journaux ; la police enquête. Huit jours après, un député poujadiste ex-RPF, Robert Pesquet<sup>5</sup>, révèle, relayé par Jean-Marie Le Pen et Jean-Louis Tixier-Vignancour, qu'il s'agit d'un attentat factice, monté avec la complicité de la victime. Trucage ! À nouveau les gros titres pour dénoncer le falsificateur ; le gouvernement fait rapidement ouvrir une enquête pour outrage à magistrat. En fait, François Mitterrand est tombé, lui l'ancien ministre de l'Intérieur, dans une provocation grossière (voulue par qui ? on ne le saura jamais vraiment) afin de le déconsidérer et de lui faire perdre son immunité parlementaire. Le mécanisme fonctionne à la perfection.

Son immunité est levée au Sénat, à la fin du mois de novembre 1959, par 175 voix contre 27 et 88 abstentions : bon nombre de sénateurs socialistes l'ont abandonné. Ses amis ne se comptent plus que sur les doigts de la main, écrit Françoise Giroud dans *L'Express*. Il ne reste que les fidèles, Dayan, Dumas, Estier, Rousselet... Est-ce la fin de sa carrière politique ? « Je suis las de toutes ces attaques », confie-t-il. « C'est la seule fois où je l'ai vu prêt à se suicider », dit Georges Dayan. Pour une « conspiration », c'en est une. Grossouvre, qui aime l'aventure, est servi.

Le 24 janvier 1961, le sénateur de la Nièvre part pour la Chine à la découverte de Mao, voyage organisé par Roland Dumas auquel Grossouvre est convié. Sans doute, dira-t-on, avec un ordre de mission de la « Boutique » qui aimerait en savoir plus sur la révolution maoïste. François Mitterrand en revient avec le sujet d'un livre, *La Chine au défi*, et la complicité de son nouvel ami. L'été de cette même année 1961, Mitterrand fait, à

Hossegor, la connaissance de la famille Pingeot, originaire de l'Allier, et il tombe sur le regard vert et le sourire effronté d'une jolie fille de dix-huit ans. Elle s'appelle Anne et elle a le même âge que Danielle en 1943. Mais lui, de ce côté-là, n'a pas pris une ride. Coup de foudre.

François de Grossouvre ignore que son destin auprès de l'autre François vient de se décider entre ces deux rencontres, la politique avec Mao, la sentimentale avec Anne Pingeot : il sera son homme de l'ombre et le gardien de ses secrets. « Pâle de teint et brun de poil », la moustache élégante et la barbiche au menton, portant la cape sur les épaules, le voilà mousquetaire ; il a trouvé son capitaine de Tréville.

En attendant de le voir maréchal, il veille sur la bourse de son héros, le met en garde, se bat auprès de lui contre le Général, lui sert de chauffeur, de confesseur, de chef d'orchestre ; il se charge de parer les mauvais coups et de préparer les bons. « Muet, aveugle, sourd et d'une fidélité à toute épreuve<sup>6</sup>... » Il frôle avec lui la victoire à la présidentielle de 1974, la manque à nouveau aux législatives de 1978, mais estime son « cardinal » imbattable quand il faut préparer sa troisième candidature en 1980. Entre-temps, le 18 décembre 1974, sept mois après la défaite, un bonheur, une petite Mazarine est née dont il est lui, Grossouvre – témoignage de confiance – le parrain. Mazarine, tiens comme le cardinal, prénom unique, fille de l'amour.

Partout, il ménage des relais, abrite les rendez-vous de la famille secrète, François, Anne et Mazarine, dans un petit pavillon chez lui à Lusigny, dans l'Allier. Grossouvre a aussi prêté son nom pour l'acquisition d'une maison à Gordes, en Provence, offrant un refuge de vacances à sa filleule et à ses parents. Pour autant, il n'en n'oublie pas la chose militaire et le renseignement, continuant à collectionner les fusils, à monter à cheval, à chasser.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

guerre du Golfe, mauvaise année pour l'immobilier. Galambert estime qu'il lui faut un partenaire pour reprendre l'hôtel dont il estime la valeur à 70 millions de francs (10,6 millions d'euros). Mais qui ? Grossouvre peut-il lui en trouver un ? Sans doute. Mais il faudra rémunérer les intermédiaires. À hauteur de 3,5 millions de francs (530 000 euros). En espèces. Comment ? Grâce à un système de facturation transitant par la société Maillard et Duclos, justement.

Or celle-ci est une filiale du groupe Lyonnaise des Eaux Dumez. Comme l'entreprise ne va pas bien, la maison mère envoie ses auditeurs ouvrir les comptes de sa filiale ; ils découvrent de grosses pertes, s'interrogent sur certaines d'entre elles et décident de déposer le bilan le 13 avril 1993 – en adressant au juge d'instruction de Bourg-en-Bresse une lettre dans laquelle ils lui demandent d'ouvrir une instruction pour détournement de fonds. Le juge chargé de l'affaire, Jean-Patrick Péjut, relève bientôt un gros paquet de fausses facturations... Dont celles de Galambert impliquant son ami Grossouvre. De l'argent, dira Galambert au procès<sup>18</sup>, destiné à couvrir certaines dépenses « réservées ».

Le juge Jean-Pierre d'un côté, le juge Péjut de l'autre. Le mousquetaire se voit cerné par l'ennemi, au fond de son impasse, tirant l'épée seul contre tous, sans la moindre chance d'en sortir vivant. Mis en examen, gardé à vue, incarcéré ? Tout lui paraît possible. Sans avoir rien fait pour lui-même, mais pour le seul service de son patron, va-t-il mourir à petit feu dans un cul-de-basse-fosse, oublié comme un proscrit, condamné comme un voleur ? Abandonné ? Ses visiteurs le trouvent dépressif, inquiet, obsédé par les trahisons ou les complots ourdis contre lui par certains amis du président. Il cherche des micros, des espions. Philippe Massoni, le préfet de police, qui déjeune avec

lui, garde le souvenir d'un homme « abattu », déchiré par la méfiance que lui porte le président de la République<sup>19</sup>.

Une semaine avant le jour fatal, le jeudi 31 mars 1994, il serre dans ses bras pour la dernière fois son ami Galambert :

– Mon petit Antoine, nous allons avoir de gros soucis, lui dit-il, les yeux pleins de larmes.

Le 7 avril, il déjeune avec son fils aîné, Patrick, avec qui il parle famille, chasse et chevaux, sans rien trahir de ses émotions. Il rentre chez lui, quai Branly, repart en milieu d'après-midi pour l'Élysée. Il a donc passé un holster pour emmener avec lui son revolver Manurhin personnel. « Adieu, mon petit », dit-il à son chauffeur, qui ne relèvera ces mots qu'après coup.

Il a rendez-vous dans son bureau avec un ami venu du Midi, un médecin et un chasseur, le docteur Soubielle. Pourquoi se met-il à lui poser cette question insolite : « Bérégovoy n'a-t-il pas failli se manquer avec son arme ? » Pourquoi l'interroge-t-il sur les techniques du suicide par armes à feu ? Avec ce médecin, il parle une fois de plus de chasse et de mort, puis les deux hommes se quittent chaleureusement.

La porte de son bureau refermée, il restera seul. Pendant de longues, de très longues minutes, seul avec son revolver, chargé de cinq cartouches. Laisant le destin décider pour lui, au moment d'accomplir le geste fatal, en plaçant l'arme sous la mâchoire.

Ses derniers mots à son ultime visiteur furent pour la chasse, la passion de sa vie. François de Grossouvre avait aimé *Le Guetteur d'ombres*, de Pierre Moinot, récit de la traque d'un cerf par le chasseur, mais aussi « récit d'une quête intérieure ». « Cette passion n'est pas un sport, mais un rituel sacré touchant au plus profond de la vie et de la mort. Le dernier rite sacré

même, dans les décombres d'une civilisation qui meurt d'avoir étouffé en elle toute source de sens et de religiosité<sup>20</sup>... »

Dans le rite de sa mort volontaire, il aura mis son honneur en jeu : le refus de l'indignité. Plutôt le sacrifice que la condamnation. « À l'époque de la guerre civile entre Marius et Sylla, le consulaire Cornelius Mercula, ne voulant pas servir de jouet à des vainqueurs insolents, s'ouvre les veines dans le sanctuaire même de Jupiter<sup>21</sup>. » Ici aussi, il se donne la mort dans le sanctuaire de celui qu'il a autant aimé qu'admiré et par qui il se juge trahi.

A-t-il agi par vengeance ? « La vengeance est le fait d'attenter à sa vie pour provoquer le remords d'autrui, ou lui infliger l'opprobre de la communauté<sup>22</sup>. » Punir celui qui, après avoir rempli trente-cinq années de sa vie, en aura gâché la fin ? Mais, écrit aussi le philosophe de l'histoire, la personne visée dispose « d'une parade immédiate et efficace », celle qui consiste à affirmer que « le sujet était fou ». C'est ce que certains, y compris dans le comité des chasses présidentielles, vont s'employer à répéter : l'homme était atteint de « démence sénile »... Ce que contredit formellement le témoignage de son médecin personnel.

Son fils aîné Patrick comme ses autres fils, sa fille, son épouse, sa famille, ne veulent pas croire à la réalité du suicide. Après avoir consulté les procès-verbaux de l'identité judiciaire, Patrick a relevé certains points qui l'ont troublé<sup>23</sup> : « Aucune expertise balistique n'a été effectuée et l'on ne sait pas si la balle qui s'est logée dans le plafond a bien été tirée par l'arme de mon père. De plus, le rapport d'autopsie précise que le corps présentait une "luxation avant de l'épaule gauche et une ecchymose à la face". Or mon père n'est pas tombé à terre. Il a été retrouvé assis dans son fauteuil. Pourtant, le rapport précise que la luxation doit être la conséquence du tir. Quant à moi, je

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

professionnel aguerri depuis vingt-cinq ans. Ils se sont pourtant fait avoir comme des bleus ; c'est que les Serbes ont été particulièrement vicieux.

Devant une telle gifle, jusqu'à la semaine précédente, on aurait tergiversé, tenté d'étouffer l'affaire, parlementé même. Maintenant, Gobilliard est libéré. Cinquante-trois ans, cavalier parachutiste chaleureux et carré, ancien chef de corps du 1<sup>er</sup> régiment de hussards parachutistes, il était le patron de la 11<sup>e</sup> division parachutiste quand il a été envoyé à Sarajevo l'été 1994. Depuis, il en a vu de toutes les couleurs. Des provocations et des embuscades, auxquelles on ne répondait pas. Quarante soldats français tués en moins d'un an et le silence de l'impuissance ! Le poste « Sierra Victor » aux mains des Serbes, Gobilliard alerte Paris. Il apprend par un autre parachutiste, le général Germanos, sous-chef opérations à l'état-major, le coup de colère de Chirac à l'Élysée. Les dernières instructions reçues lui précisaient formellement que l'usage du feu lui était interdit. Il estime qu'il est maintenant couvert par la plus haute autorité de l'État. Mandat des Nations unies ou pas, les consignes du président de la République sont claires : « Le temps des humiliations est terminé. » Il prend sur lui d'ordonner la reconquête de la position.

Une section de la 1<sup>re</sup> compagnie du régiment d'infanterie de marine est chargée de lancer l'assaut contre les Serbes, avec l'appui de blindés. Les hommes s'élancent peu avant 9 heures. Vingt minutes plus tard, le poste et le pont sont repris, sous un feu très violent. Les Français ont deux tués et plus d'une dizaine de blessés, fauchés par les tirs des fusils-mitrailleurs serbes. Ils ont riposté au canon de 20 et à la mitrailleuse. Les miliciens ont quatre tués, plusieurs blessés, les autres sont capturés. C'est à 13 h 52 – Gobilliard n'oubliera pas l'heure du télégramme

chiffré –, c'est-à-dire quatre heures après la fin des combats, que parvient de Paris l'ordre de mener à bien, par tous les moyens appropriés, la reprise du pont. Chirac dira que l'opération a été effectuée « selon mes instructions<sup>13</sup> ». Gobilliard n'a fait qu'anticiper !

C'est la première fois que des Occidentaux réagissent en répliquant au coup de main par un coup de main plus brutal encore<sup>14</sup>. La nouvelle fait le tour du monde. La chaîne américaine CNN salue « *the activist French President* ». Ce sera un tournant de cette guerre.

Le jeudi 1<sup>er</sup> juin, le président de la République voyage à Vannes avec le général Quesnot et Charles Millon, ministre de la Défense, pour rendre hommage aux familles et aux deux marsouins tombés dans l'opération du pont de Verbanja. « La France ne tolérera plus que ses soldats soient humiliés, blessés ou tués impunément », confirme-t-il. Étonnant raccourci de l'histoire : ce 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine dont l'insigne comporte l'Aigle du second Empire, a reçu une plaque frappée de l'Aigle serbe et un ruban aux trois couleurs offert par le roi Pierre I<sup>er</sup> de Serbie, en témoignage de la magnifique conduite du « 3 » (3<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale à l'époque) pendant la Grande Guerre, lors des combats dans les Balkans où il avait perdu 4700 hommes pour défendre la Serbie alliée des Français.

Dans le vol de retour, un énorme plateau de charcuterie est servi à bord : « Alors, monsieur le Président, le régime a vraiment changé ! » plaisante Quesnot.

\*

« J'ai dû prendre les affaires en main<sup>15</sup> », résume Jacques Chirac. Depuis qu'il est président, la situation ne lui a laissé

aucun répit : le franc est attaqué, la croissance flanche, le déficit laissé « sous le tapis » par le gouvernement précédent déborde<sup>16</sup>, il doit augmenter la TVA de deux points. En plus du reste, il faut courir sur le front diplomatique afin de convaincre les Américains de soutenir aux Nations unies le vote d'une résolution permettant de créer une force de réaction rapide, dix mille hommes dotés de moyens lourds, pour ne pas laisser la guerre civile se déchaîner dans les Balkans.

Le Premier ministre britannique, John Major, appuie fermement le point de vue français. Manque l'accord de Bill Clinton. Sur l'agenda de Jacques Chirac figure un sommet euro-américain à Washington, lequel doit être suivi par le sommet annuel du G7 à Halifax, au Canada, du 15 au 17 juin. Une occasion à saisir. D'autant qu'à la Maison Blanche, on se pose aussi des questions après qu'un chasseur F-16 a été abattu par les Serbes. Madeleine Albright, alors ambassadeur des États-Unis à l'ONU, en convient : « Que faire des casques bleus ? Le général Rupert Smith, commandant la Forpronu, était d'avis que nous devions décider de combattre ou pas, mais que nous ne pouvions pas continuer à prétendre qu'il existait un moyen terme. »

Les dossiers de Jacques Chirac sont préparés par des diplomates de carrière qui suivent l'évolution de la situation dans les Balkans depuis deux ans : Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence, était le directeur du cabinet d'Alain Juppé au Quai d'Orsay, Catherine Colonna, porte-parole de la présidence, exerçait les fonctions de porte-parole adjoint aux Affaires étrangères, et Jean-David Levitte, « sherpa » et conseiller diplomatique du nouveau président, est un ancien de la cellule diplomatique de l'Élysée sous Valéry Giscard d'Estaing. Le chef de l'État lui avait demandé de se tenir prêt à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ce rhinocéros en bois sculpté d'après un dessin de Dürer qui remonte au XV<sup>e</sup> siècle...

Chacune de ces pièces rares lui raconte une histoire ou lui rappelle une légende ; elles lui apportent un peu de sérénité et leur part de mystère. Là aussi, il est vraiment chez lui.

[1](#)- Nommée ministre des Affaires européennes en 2005. Entretien avec l'auteur.

[2](#)- Entretien avec l'auteur.

[3](#)- Celui-ci sera nommé ultérieurement président d'Aéroports de Paris.

[4](#)- Entretien avec l'auteur.

[5](#)- Jacques Lanxade, *Quand le monde a basculé*, Paris, Nil, 2001.

[6](#)- Entretien avec l'auteur.

[7](#)- Denis Tillinac, *Chirac le Gaulois*, Paris, La Table ronde, 2002.

[8](#)- *Paris-Match*, 24 février 1978.

[9](#)- Franz-Olivier Giesbert, *Jacques Chirac, op. cit.*

[10](#)- *Paris-Match*, 24 février 1978.

[11](#)- Dédicacée au mois de mai 2005, cette photo est restée dans l'antichambre du général chef de l'état-major particulier.

[12](#)- Assemblée nationale, 5 juin 1974.

[13](#)- Jacques Chirac, *Mémoires, le temps présidentiel*, tome 2, Paris, Nil, 2011.

[14](#)- Voir Frédéric Pons, *Les Français à Sarajevo*, Paris, Presses de la Cité, 1995.

[15](#)- Entretien avec l'auteur.

[16](#)- Le déficit budgétaire atteint, au total, 371 milliards de francs, 56,7 milliards d'euros, soit 5,8 % du PIB.

[17](#)- Madeleine Albright, *Madame le secrétaire d'État*, Paris, Albin Michel, 2003.

[18](#)- Témoignage de Jean-David Levitte.

[19](#)- Dès le lendemain de son investiture, le 18 mai, Chirac avait déjà invité Kohl, qu'il connaît depuis vingt ans, à Strasbourg ; ils avaient eu deux séries d'entretiens sur la monnaie (Kohl lui expliquant la réticence des Allemands à abandonner le deutsche mark) et sur la Bosnie (Chirac insistant sur la nécessité de la fermeté) et puis ils avaient dîné près de la cathédrale, chez Yvonne, partagé escargots, cervelas, tête de veau et tarte aux quetsches, arrosés de vin blanc, de pinot noir et de bière.

[20](#)- La France rejoint le comité militaire de l'OTAN le 5 décembre 1995, première étape vers la réintégration complète décidée en 2009 par Nicolas Sarkozy.

[21](#)- Jacques Chirac, *Mémoires*, tome 2, *op. cit.*

[22](#)- Le site est fermé le 22 février 1996.

[23](#)- Conférence de presse, Strasbourg, 11 juillet 1995.

[24](#)- Jacques Chirac, *Mémoires*, tome 2, *op. cit.*

[25](#)- Philippe Massoni, *Histoires secrètes de la République*, *op. cit.*

[26](#)- *Ibid.*

[27](#)- Témoignage de Philippe Massoni. Kelkal fut tué lors de son arrestation, près de Lyon, le 29 septembre 1995, par des hommes du GIGN.

[28](#)- Jacques Chirac, *Mémoires*, tome 2, *op. cit.*

20

## *Élysée, 2007-2012*

### Mariage sur fond de crises

Ce fut longtemps le salon des dames sous la République après avoir été celui des chambellans sous les princes. Le général de Gaulle en fit le salon de ses aides de camp, parce que cette pièce, située au premier étage du palais, était voisine de son bureau. Sous les présidences suivantes, elle devint le bureau du secrétaire général adjoint ou le lieu des conseils de cabinet. Entre les dorures des boiseries et les bouquets de fleurs des panneaux, la couleur des murs et celle du taffetas des rideaux lui avaient donné son nom de « salon vert ».

C'est le souvenir le plus ancien de Nicolas Sarkozy à l'Élysée. Car c'est en commençant par ce salon qu'il devait, pour la première fois, découvrir le palais. À l'époque, c'était un bureau occupé par l'irremplaçable conseiller spécial du président de la République, Jacques Attali, qui s'était ainsi installé à un endroit stratégique de la présidence : entre son patron, François Mitterrand, et le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco ; rien ne lui échappait. Au début de l'année 1982, sa secrétaire reçut un appel téléphonique dont elle conserverait la trace écrite. Le message disait : « Jeune avocat, gaulliste, souhaite devenir président de la République, a

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Mais il s'est aussi fait surprendre. Il n'a pas senti, au début de sa présidence, la réaction qu'allaient provoquer la soirée du Fouquet's, en compagnie de stars du « show-biz » et grands patrons du CAC 40, ses vacances en yacht ou en Amérique, ses démêlés avec Cécilia, ses débuts avec Carla, ses apostrophes dans la rue, et même l'arrivée de son fils à la tête d'un établissement de gestion du quartier de la Défense. Cela devait défigurer son image de chef de l'État.

En revanche, le choix qu'il a fait de nommer François Fillon à Matignon, est judicieux ; les deux hommes se complètent à merveille, à l'un l'imagination, à l'autre la gestion ; ce choix accuse néanmoins le contraste d'image entre lui et son Premier ministre, comme s'ils n'étaient pas vraiment à leur place. Or Nicolas Sarkozy a un autre complice au gouvernement, quelqu'un qui, d'une certaine manière, lui ressemble ; avocats tous deux et étrangers à l'ENA, ils ont le même goût de surprendre, de déconcerter, de n'avoir pas de tabous et de vouloir séduire : c'est Jean-Louis Borloo.

Quand, au début du mois de juillet 2010, le président de la République confirme aux élus de l'UMP qu'il a décidé de « changer le gouvernement » une fois promulguée la loi sur la réforme des retraites, c'est à lui qu'il pense pour Matignon. « Borloo à Matignon, dit-on, “vieillirait” Sarkozy à l'Élysée. » Non parce que le premier a quatre ans de plus que le second, mais parce que la fantaisie ferait son entrée rue de Varenne tandis que la rigueur reprendrait ses droits rue du Faubourg-Saint-Honoré.

En 2007 déjà, Sarkozy voulait Borloo dans son équipe. Mais celui-ci s'y refusait. « Dans les banlieues qui occupent ma politique<sup>11</sup>, il [Nicolas] était le procureur, j'étais leur avocat<sup>12</sup>. » Pourtant, à six semaines du premier tour de la présidentielle en 2007, Borloo avait décidé de soutenir Sarkozy pour lui donner

un coup de main décisif dans la dernière ligne droite. « Je ne pouvais pas rester à l'écart. » Et il était entré dans le gouvernement de Fillon. Sarkozy et lui continuaient de se voir. « Nicolas, je l'ai vu partout, chez lui comme dans son bureau à l'Élysée. »

La défaite des régionales du printemps 2010 précipite les choses. Sarkozy lui annonce qu'il va profiter de l'été « pour tout changer », qu'il faut s'occuper du centre, c'est-à-dire de Bayrou, et de Morin, qui rêve d'être candidat en 2012, et qu'il a besoin de lui.

Survient, dans les premiers jours de juillet 2010, l'affaire Bettencourt<sup>13</sup> et l'implication d'Éric Woerth, ministre du Budget. Les juges, les avocats, les médias s'enflamment : « l'affaire d'État », « l'affaire qui menace Sarkozy », « le scandale qui fait trembler la République », etc. Comment le président de la République, directement visé, peut-il reprendre les choses en main ?

– Il faut remanier le gouvernement, suggère Guéant en petit comité.

– Ce serait un aveu de faiblesse, réagit Sarkozy.

Il en parle avec Borloo. Pas de remaniement dans la tempête, mais plus tard, à l'automne, durant la session budgétaire. Ce serait le moment « Borloo ».

– Mais, Nicolas, dit celui-ci au président, ça ne marchera pas... Ça ne peut pas marcher à cause de la disparition du Premier ministre. Aucun ministre ne s'adresse plus au Premier ministre. Que ferais-je ? Ce que fait Fillon ?

Borloo avait obtenu le prix de l'humour politique 2008 pour avoir dit : « Sarkozy, c'est le seul qui ait été obligé de passer par l'Élysée pour devenir Premier ministre ! » Sarkozy insiste pour 2012 : Jean-Louis Borloo à Matignon maintenant, c'est le succès dans deux ans. Sur ce point, les deux hommes sont

d'accord : « Avec le quinquennat, tout se ramène à une élection, la présidentielle. » « Nicolas est un hypermnésique, dit Borloo, ravi de sa trouvaille : il a trop d'idées en tête, il en fait le tri en parlant ; il est constamment en train de réfléchir à toutes les solutions possibles, aux conséquences éventuelles. »

Or précisément, cette idée-là, Borloo à Matignon, ne va pas marcher. François Fillon révèle ses talents politiques et son autorité dans la bataille des retraites (l'allongement de la durée du travail) alors que Jean-Louis Borloo rate son entrée au moment même où le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, lui donne l'onction suprême, le 16 octobre, en pleine mobilisation contre la réforme. Après avoir dit de François Fillon, qui n'est pas encore reconduit, qu'il était « fidèle, populaire » et qu'il a « une très bonne relation avec le Parlement », il emploie des mots choisis à l'endroit de Borloo : « Il ne faut pas oublier qu'il a été ministre du Travail ; il a pour lui deux qualités : c'est un orfèvre en matière sociale, et il a l'oreille des syndicats. »

Cette quasi-officialisation par le secrétaire général de la présidence du rôle à venir de Borloo crée le désarroi dans les rangs de l'UMP, pour toutes sortes de motifs. D'abord parce qu'il n'est pas de la famille – c'est un radical un peu « anar », pas un gaulliste –, ensuite, parce que bon nombre d'élus parisiens veulent garder Fillon le plus longtemps possible à Matignon pour qu'il puisse ensuite se préparer à la bataille pour la reconquête de Paris.

Nicolas Sarkozy se rend vite compte que l'hypothèse Borloo ne peut plus tenir. Retour à Fillon. Encore faut-il que celui-ci dise qu'il en a envie. « Qu'il sorte du bois. » Le 3 novembre 2010, deux semaines après les déclarations de Guéant sur Borloo, Fillon annonce finalement qu'il est partant pour la « continuité ». Sarkozy appelle Borloo : rendez-vous le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## Remerciements

Aux remerciements que j'avais adressés pour les deux premières éditions du *Roman de l'Élysée*, qu'on me permette d'ajouter ceux que je dois, pour la présente édition revue et enrichie, à Chantal Gastinel-Coural, pour son aide si précieuse, sa connaissance encyclopédique de l'histoire et du décor de l'Élysée, comme pour ses archives, à Franck Louvrier, conseiller pour l'information du président Nicolas Sarkozy, au général Benoît Puga, chef de l'état-major particulier du président de la République depuis 2010, à Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du président de la République et membre de l'Institut, à Emmanuelle Mignon, directrice de cabinet puis conseillère du président de la République (2007-2009), à Christian Frémont, directeur de cabinet du président de la République, ainsi qu'à Bernard Schotter, administrateur général du Mobilier national. Mes remerciements vont aussi à Vladimir Fédorovski, attentif directeur de collection, à Marion Salort pour sa précieuse relecture, à Sabine Larivé, mon éditrice.

« Le roman des lieux et destins magiques »  
Collection dirigée par Vladimir Fédorovski

Déjà parus :

*Le Roman de la Russie insolite*, Vladimir Fédorovski.

*Le Roman de Saint-Pétersbourg*, Vladimir Fédorovski, prix de l'Europe.

*Le Roman du Kremlin*, Vladimir Fédorovski, prix du Meilleur Document de l'année, prix Louis-Pauwels.

*Le Roman d'Athènes*, Marie-Thérèse Vernet-Straggiotti.

*Le Roman de Constantinople*, Gilles Martin-Chauffier, prix Renaudot essai.

*Le Roman de Shanghai*, Bernard Debré, prix de l'Académie des sciences morales et politiques.

*Le Roman de Berlin*, Daniel Vernet.

*Le Roman d'Odessa*, Michel Gurfinkiel.

*Le Roman de Séville*, Michèle Kahn, prix Benveniste.

*Le Roman de Vienne*, Jean des Cars.

*La Fabuleuse Histoire de l'icône*, Tania Velmans.

*Dieu est-il gascon ?*, Christian Millau.

*Le Roman de Saxe*, Patricia Bouchenot-Déchin.

*La Fabuleuse Histoire de Malte*, Didier Destremau.

*Le Roman de Hollywood*, Jacqueline Monsigny et Edward Meeks.

*Le Roman de Chambord*, Xavier Patier, prix du Patrimoine.

*Le Roman de l'Orient-Express*, Vladimir Fédorovski, prix André-Castelot.

*Le Roman de Budapest*, Christian Combaz.

*Je serai la princesse du château*, Janine Boissard.

*Mes chemins secrets*, Jacques Pradel.

*Le Roman de Prague*, Hervé Bentégeat.

*Le Roman de l'Élysée*, François d'Orcival.

*Le Roman de Tolède*, Bernard Brigouleux et Michèle Gayral.

*Le Roman de l'Italie insolite*, Jacques de Saint-Victor.

*Le Roman du Festival de Cannes*, Jacqueline Monsigny et Edward Meeks.

*Le Roman des amours d'Elvis*, Patrick Mahé.

*Le Roman de la Bourgogne*, François Céséra.

*Le Roman de Rio*, Axel Gyldén.

*Le Roman de la Pologne*, Beata de Robien.

*Les Fabuleuses Histoires des trains mythiques*, Jean-Paul Caracalla.

*Les Romains de Venise*, Gonzague Saint Bris.

*Le Mystère des Tuileries*, Bernard Spindler.

*Le Roman de la Victoire*, Bertrand de Saint-Vincent.

*Le Roman de Québec*, Daniel Vernet.

*Le Roman de Mai 68*, Jean-Luc Hees.

*Le Roman d'Israël*, Michel Gurfinkiel.

*Le Roman de Bruxelles*, José-Alain Fralon.

*Le Roman de Pékin*, Bernard Brizay.

*Obama, Le Roman de la nouvelle Amérique*, Audrey Claire.

*Le Roman de mes chemins buissonniers*, Jean-Pierre Fleury.

*Le Roman du désert*, Philippe Frey.

*Le Roman d'un pianiste*, Mikhaïl Rudy.

*Le Roman de Bretagne*, Gilles Martin-Chauffier.

*Le Roman de Madrid*, Philippe Nourry.

*Le Roman de Cuba*, Louis-Philippe Dalembert.

*Le Roman de Marrakech*, Anne-Marie Corre.

*Le Roman du Mexique*, Babette Stern.

*Le Roman du Vatican secret*, Baudouin Boallert et Bruno Bartoloni.

*Le Roman de Nice*, Jean Siccardi.

*Le Roman de Saint-Tropez*, Nicolas Charbonneau.

*Les Amours de Hollywood*, Pierre Lunel.

*La Grande Épopée de la traversée de la Manche*, Albéric de Palmaert.

*Le Roman de la chanson française*, David Lelait-Helo.

*Le Roman du Jardin du Roy*, Philippe Dufay.

*Le Roman de l'âme slave*, Vladimir Fédorovski.

*Le Roman du loup*, Claude-Marie Vadrot.

*Le Roman de l'Inde insolite*, Catherine Golliau.

*Le Roman du cinéma français*, Dominique Borde.

*Le Roman de Belgrade*, Jean-Christophe Buisson, prix de la Fondation Karić 2010.

*Le Roman de Tolstoï*, Vladimir Fédorovski.

*Le Roman de la Rome insolite*, Jacques de Saint Victor.

*Le Roman de Saïgon*, Raymond Reding.

*Le Roman de Napoléon III*, Christian Estrosi et Raoul Mille.

*Le Roman de Biarritz*, Sylvie Santini, prix des Trois Couronnes 2010.

*Le Roman de l'Orient insolite*, Bernard Saint Bris.

*Le Roman des maisons closes*, Nicolas Charbonneau et Laurent Guimer.

*Le Roman de Sissi*, Elisabeth Reynaud.

*Le Roman des Marins*, Laurent Mérer.

*Le Roman des Provinces*, Jean Siccardi.

*Le Roman de Hemingway*, Gérard de Cortanze.

*Le Roman des papes*, Bernard Lecomte.

*Le Roman des morts secrètes de l'Histoire*, Philippe Charlier.

*Les Romans du Mont Saint-Michel*, Patrice de Plunkett.

*Le Roman de la Louisiane*, Jacqueline Monsigny et Edward Meeks.

*Le Roman de l'espionnage*, Vladimir Fédorovski.

*Le Roman du Juif universel*, Elena Bonner, André Glucksmann.

*Le Roman de Raspoutine*, Vladimir Fédorovski, Grand Prix Palatine du roman historique 2012.

*Le Roman des aventuriers*, François Cérésa.

*Le Roman du Siècle rouge*, Alexandre Adler, Vladimir Fédorovski.